

Numéro 4
Octobre 2021

GRAND JEU

Géopolitique - Stratégie - Défense



Le Yémen, l'Arabie Heureuse ?

A CHART
of the Coast of
ARABIA,
the Red Sea & Persian Gulf,
drawn from the
Chart of the Eastern Ocean,
Published in 1740, by Order of
Count de Maurepas,
improved from particular Surveys,
and Rectified by
Astronomical Observations.

ILERI DÉFENSE est une association
étudiante dépendante de l'Institut Libre
d'Etudes des Relations Internationales
(ILERI)

Les propos tenus dans cette revue sont le
fruit de lectures et de réflexions des
membres de l'association, et n'engagent ni
l'ILERI, ni l'association ILERI DEFENSE

Pour toute question sur la Revue, veuillez contacter
l'association ILERI DÉFENSE par mail :
ileri.defense@gmail.com

Sommaire

Avant-propos

- I L'association ILERI Défense
- II Remerciements

Nature de la guerre

- 01** Les Houtis : Du mouvement des jeunes croyants à Ansar Allah
Loïk Manach
- 12** Le rôle des mercenaires dans le conflit yéménite
Flora Vayeur

Internationalisation du conflit

- 22** Conséquences de la guerre sur la Corne de l'Afrique
Eugénie Davi
- 32** Les États-Unis dans la guerre au Yémen
Chloé Pagliccia
- 40** Les exportations d'armement français au Yémen
Elliott De Ziegler

Conséquences sur le pays

- 52** Les conséquences humanitaires de la guerre au Yémen
Emma Vanzo
- 59** Le futur du conflit
Sanam Fatealy - Paul Mugeot



Présentation



ILERI DÉFENSE

Créée en 2011, l'association ILERI DÉFENSE a toujours eu à cœur de sensibiliser ses membres au monde de la défense, de la sécurité, qu'elles soient nationales ou internationales. A travers l'actualité internationale, et son analyse, les membres de l'association souhaitent partager leur passion pour les thématiques sécuritaires. Cette année, le bureau de l'association est composé de six membres : Elliott De ZIEGLER, président Sanam FATEALY, vice-présidente Paul MOUGEOT, secrétaire général Chloé PAGLICCIA, responsable des écrits Tom DASH, responsable des présentations et des évènements culturels, Emma VANZO, responsable des relations publiques

Nos différentes réalisations, qu'elles soient écrites ou orales, permettent à nos lecteurs et auditeurs de comprendre les enjeux géopolitiques et politiques dans le milieu de la défense, et ainsi de pouvoir ouvrir un débat éclairé sur différents sujets. Enfin, notre deuxième objectif se place dans la professionnalisation de l'activité associative. En effet, par la création d'un réseau, entériné avec la participation de l'association ILERI DÉFENSE à la création de la fédération ATLAS, nos membres peuvent ouvrir leurs horizons à d'autres sujets et pensées.

L'association ILERI DÉFENSE est une association étudiante de l'Institut Libre d'Étude des Relations Internationales (ILERI), école de relations internationales et de diplomatie créée en 1949 et basée dans le 17ème arrondissement de Paris. Son travail et ses réalisations sont effectués par des membres de l'association scolarisés à l'ILERI. Cependant, celui-ci est libre et les opinions exprimées dans nos écrits, analyses et conférences reflètent les recherches de nos membres et sont indépendants de l'ILERI, ou de l'association.



Remerciements

Equipe de rédaction

Eugénie DAVI
Elliott De ZIEGLER
Sanam FATEALY
Loïk MANACH
Paul MOUGEOT
Chloé PAGLICCIA
Emma VANZO
Flora VAYEUR

Correction

Eugénie DAVI
Nolween JAMBOU
Elliott De ZIEGLER
Sanam FATEALY
Paul MOUGEOT
Chloé PAGLICCIA
Emma VANZO

Production

Chloé PAGLICCIA
Impression papier effectué grâce à l'ILERI

L'ensemble du bureau d'ILERI DÉFENSE remercie
chaleureusement ses rédacteurs et correcteurs, qui ont su
faire preuve d'un investissement sans faille dans la rédaction
de cette revue.





Les Houthis : du mouvement des jeunes croyants à Ansar Allah

Par Loïck Manach, étudiant en bachelor 3 de relations internationales

Le mouvement Houthis est une énigme au Moyen Orient. C'est un mouvement chiite, mais d'une branche divergente du chiisme duodécimain. Il a plus de points communs avec les sectes alaouites et nizarites qu'avec l'islam chiite « officiel » prôné par l'ancien ayatollah Khomeini en Iran et l'ayatollah Sistani en Irak. C'est un mouvement que certains pourraient qualifier de socialiste, ou au moins d'anti-impérialiste¹. Il émerge pourtant dans le Nord du Yémen, région qui a échappé au communisme à l'inverse du sud, qui a connu une brève période socialiste. Enfin, ce mouvement réclame le retour des chiites au pouvoir, or la dernière fois que le Yémen nord a été gouverné par des chiites, c'était avec l'appui des Saoudiens monarchistes contre les Égyptiens républicains, entre 1963 et 1970.²

Le mouvement Houthis peut donc ressembler à une contradiction ambulante, à un de ces mouvements dont les racines et les objectifs semblent illogique, un peu à la manière du Parti Socialiste National Syrien, ou des Islamistes Socialistes iraniens. Pourtant le mouvement Houthis est désormais un des acteurs principaux dans le conflit yéménite,

¹ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Comment-s-est-construite-la-rebellion-houthiste-au-Yemen>

² <https://orientxxi.info/va-comprendre/la-guerre-au-yemen-1962-1970,4134>

et il est la principale menace à l'intégrité territoriale saoudienne. A l'heure où j'écris ces lignes, les houthis sont entrés en territoire saoudien, dans la région de Jizan. D'un mouvement estudiantin modéré appelant simplement à une diminution de l'influence saoudienne à une guérilla ouvertement anti-américaine et antisioniste à partir de 2004, il y a tout un cheminement qui s'est fait. Ce processus a amené ce mouvement à provoquer, par quasi-inadvertance, la guerre civile yéménite et est une cause du refroidissement durable des relations entre l'Arabie saoudite et les États-Unis. Ce que les occidentaux voyaient comme un mouvement tribal d'agriculteurs et de jeunes illettrés³ est désormais capable de frapper les installations des plus grandes compagnies pétrolières mondiales. Par exemple, on peut évoquer les différentes frappes Houthis sur les sites de l'Aramco⁴. Cette épine dans le pied du prince héritier du Royaume d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salman, dans un pays mourant, fait désormais partie du grand jeu, de cette nouvelle guerre froide entre l'axe sunnite et l'axe chiite. Au cœur de ce mouvement, renommé depuis Ansar Allah (« les supporters de dieu »), il y a une vision manichéenne, un message simple : le mouvement représente les pauvres contre les corrompus, les yéménites contre les envahisseurs, les croyants (chiites) contre les hérétiques. Aujourd'hui, à l'heure où les Houthis marchent vers Marib, au moment où les Saoudiens reculent, la paix rapide prônée par les Nations Unies semble aussi atteignable que les mirages du Rub al-Khali. Posons-nous

³ https://almashareq.com/fr/articles/cnmi_am/features/2018/11/16/feature-01

⁴ <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210304-arabie-saoudite-les-houthis-revendiquent-une-frappe-de-missile-contre-une-usine-d-aramco>

donc la question suivante : qu'est-ce que le mouvement Houthis ? Nous verrons d'abord sa fondation. Nous étudierons ensuite comment celui-ci a évolué au fil des différentes phases de guerre civiles au Yémen. Enfin, nous nous pencherons sur les objectifs du mouvement Houthis, et nous demanderons si ceux-ci peuvent favoriser ou non une paix durable.

LA FONDATION DU MOUVEMENT HOUTHIS

Le mouvement Houthis est fondé en 1992 dans le nord du Yémen, par les frères Hussein et Mohammed al-Houthi. Dans ses débuts, le mouvement est loin de la radicalité qu'on lui connaît aujourd'hui, et se voit plus comme un représentant pacifiste des jeunes croyants zaydites du nord du Yémen. Néanmoins, dès la création du mouvement, certains imams vont prêcher une plus grande radicalité. En effet, les principales écoles de formations de l'islam chiite sont situées au Liban et en Iran, pays où les influence du Velayet-e-Faqih est très forte. Ce mouvement, qui prône l'instauration d'une république islamique sur le modèle iranien dans l'ensemble des pays chiites, va alors commencer à influencer sur ce mouvement, qui est alors nommé « jeunes croyants ».⁵

Le mouvement veut provoquer un renouveau de la culture zaydite dans le nord du pays, établissant des écoles, des camps de vacances et rassemblant rapidement quelques

⁵ <https://www.lorientlejour.com/article/1084313/le-hezbollah-au-yemen-mythe-ou-realite-.html>

dizaines de milliers de membres. On remarque que dès les années 1995, les messages antisémites dans le mouvement se multiplient⁶. On peut lier cette orientation politique à la distribution par le mouvement de différents ouvrages, notamment ceux de Hassan Nasrallah, le Secrétaire général du Hezbollah libanais. D'ailleurs, le mouvement Houthis va beaucoup s'inspirer du Hezbollah sur le plan politique. En effet, ceux-ci vont prôner un mouvement nationaliste et populiste, avec parfois des consonances panarabes avec notamment les évocations de libération du monde arabe de l'influence occidentale⁷. Le mouvement va parler aux populations déclassées sur le plan économique, en accusant les élites de corruption, de lâcheté et d'incompétence. Là où le Hezbollah parlait aux jeunes oubliées de la vallée de la Bekaa et du sud Liban, le mouvement Houthis va parler aux jeunes agriculteurs et aux habitants des Monts Sarawat.

Le mouvement va être renforcé par les tensions politiques que va traverser le gouvernement Yéménite de l'époque mais aussi par la trahison de la promesse du président de l'époque, Ali Abdallah Saleh. En effet, lors de la guerre civile de 1994, celui-ci avait réclamé l'aide des habitants du nord du Yémen⁸ leur promettant une certaine autonomie et la préservation de leur identité culturelle, en échange de leur aide contre les rebelles du Sud. Néanmoins, ces promesses ne seront pas tenues, et la compromission du

⁶ <https://www.arabnews.fr/node/67771/monde-arabe>

⁷ <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/07/02/in-yemeni-capital-signs-of-hatred-toward-americans-are-everywhere/>

⁸ <https://www.britannica.com/place/Yemen>

président Saleh auprès des occidentaux sera de plus en plus critiquée par le mouvement zaydite, qui voit Saleh comme un président fantoche au service d'Israël, des saoudiens et des américains.

En plus de cette idée de corruption de l'élite yéménite, on retrouve aussi dans le mouvement Houthis la vraie crainte d'une perte d'influence de la minorité zaydite. En effet, cette dernière a régné sur le Yémen pendant plus de 1000 ans, résistant aux différentes tentatives d'implantation des occidentaux. Mais à l'heure de la démocratie sur l'ensemble du Yémen, les zaydites, qui ne représentent que 25% de la population, craignent alors de perdre le contrôle du pays, et de perdre leur droit.⁹

Enfin, le dernier point qui va renforcer le mouvement Houthis va être les interventions successives des États-Unis au Moyen Orient et dans le monde musulman, qui vont provoquer un grand ressentiment envers le gouvernement central, qui soutient les Américains. Les Houthis ne sont pas critiques de l'invasion de l'Afghanistan en Irak. Les deux camps, talibans comme les Tadjiks alliance du nord, étaient connus pour avoir commis des exactions contre les populations chiites Hazaras d'Afghanistan¹⁰. Mais c'est l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 qui va encourager les Houthis à s'armer.

⁹ <https://population.un.org/wpp/>

¹⁰ <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/BELKAID/63443>

DE L'INSURRECTION DU NORD A LA GUERRE CIVILE

L'insurrection de 2004 est le produit de la situation globale au Moyen Orient. En effet, les tensions entre chiïtes zaydites et sunnites wahhabites sont fortes au Yémen. Les deux groupes ont soutenu le gouvernement central lors de la révolte socialiste de 1994, et sont donc sortis renforcés de cette période de trouble. Mais ces factions sont antagonistes, et les luttes d'influence commencent à éclater au grand jour.

Peu après l'invasion de l'Irak, les wahhabites, soutenus par l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis, convainquent le président Saleh que les Houthis veulent renverser le pouvoir central républicain pour établir un régime suivant les principes de la religion zaydite. Les groupes wahhabites agissent sous demande de l'Arabie Saoudite, qui commence à craindre le renforcement de cette secte, dont l'idéologie pourrait se répandre chez la minorité zaydite de l'Asir, au sud-ouest de l'Arabie saoudite, mais aussi dans la population chiïte duodécimaine du reste de l'Arabie saoudite, notamment dans les régions du Qatif et de al-Ahsa, qui regroupent l'ensemble de la côte Est de l'Arabie Saoudite. Le gouvernement yéménite va alors tenter d'arrêter Hussein Badreddin al-Houthi. Le 18 juin 2004, le gouvernement arrête plus de 650 zaydites devant la Grande Mosquée de Sanaa.¹¹

¹¹ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Comment-s-est-construite-la-rebellion-houthiste-au-Yemen>

Une insurrection éclate alors dans la région du nord Yémen. Entre juin et septembre 2004, plus de 700 personnes perdent la vie dans les combats¹². Le 10 septembre, le gouvernement central yéménite annonce la mort d'Hussein al-Houthi¹³. C'est depuis ce jour que le mouvement est nommé « al-Houthi », bien que les membres du mouvement préfèrent qu'on l'appelle par son autre nom : Ansar Allah. Les combats vont s'intensifier, et malgré les offres de pardon présidentiel, ils vont durer jusqu'à la fin 2005 et la reddition de Abdullah al-Ruzami.¹⁴ Cette reddition est obtenue grâce à des accords tribaux. Mais des affrontements sporadiques entre tribus fidèles au gouvernement et tribus chiites vont continuer jusqu'aux élections de 2006¹⁵.

Les combats reprennent en intensité dans le nord du pays début 2007. Ils se rapprochent de la frontière avec l'Arabie Saoudite et l'année 2007 voit plus de 1500 soldats tomber, avec des pertes plus fortes dans le camp du gouvernement¹⁶. L'année 2008, et notamment le mois de mai, voit le lancement de grandes offensives par le gouvernement, offensives qui s'avèrent très coûteuses en hommes. En effet,

¹²<https://web.archive.org/web/20091030054141/http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Yemen.htm>

¹³ http://www1.rfi.fr/actufr/articles/057/article_30403.asp

¹⁴ <https://www.globalsecurity.org/military/world/para/shabab-al-moumineen.htm>

¹⁵<https://web.archive.org/web/20091030054141/http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Yemen.htm>

¹⁶<https://web.archive.org/web/20091030054141/http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Yemen.htm>

plus de 1000 soldats du gouvernement meurent sur le seul mois de mai 2008.¹⁷

L'année 2009 voit l'internationalisation grandissante du conflit. D'abord, des officiers iraniens de la force al-Quds sont capturés par le gouvernement central alors que ceux-ci tentent de faire passer des missiles anti-char aux combattants Houthis.¹⁸ Ensuite, les houthis vont attaquer des villages au sud de l'Arabie Saoudite, ce qui va conduire à une riposte musclée, notamment de la part de la force aérienne saoudienne¹⁹. Ces interventions étrangères menacent l'équilibre régional, d'autant plus que les États-Unis sont impliqués au Yémen dans le cadre de la lutte contre al-Qaïda dans la péninsule arabique. Le mouvement Houthis va alors signer une nouvelle trêve en janvier 2010, mais cette trêve s'effondrera très vite, et les combats reprendront dans le nord du pays. Enfin, le printemps arabe et ses conséquences pour le Yémen, lanceront le conflit dans la forme que l'on connaît aujourd'hui.

UNE PAIX IMPOSSIBLE

Pour comprendre l'aspect impossible de cette paix, il faut s'intéresser aux composantes mêmes du mouvement Houthis. En effet, bien que le mouvement soit chiite, il est en

¹⁷<https://web.archive.org/web/20091030054141/http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Yemen.htm>

¹⁸ http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/8327892.stm

¹⁹ <https://www.pri.org/stories/2009-11-14/analysis-what-behind-saudi-offensive-yemen>

réalité composé de deux sectes dissidentes de l'Islam duodécimain : le zaydisme et l'ismaélisme. Ces deux sectes, dont l'une est connue à travers les jeux vidéo Assassin's Creed pour son aspect discret mais dangereux, sont mortellement opposées au wahhabisme des saoudiens. Ces sectes pratiquent la **taqîya** (l'infiltration) en territoire sunnite depuis longtemps, et elles sont prêtes à tenir un long combat contre l'Arabie saoudite, car leurs objectifs les plus sacrés sont à leur portée. En effet, les objectifs des sectes chiites sont la protection et la capture des différents lieux saints. Plusieurs lieux saints zaydites et ismaéliens se trouvent au Yémen, mais les zaydites se veulent les héritiers de la dynastie Hachémites, dynastie qui régnait autrefois sur la région du Hedjaz, et donc sur la Mecque et Médine. Pour les Houthis, qui sont en guerre depuis 17 ans, quelques années de conflits en plus ne changeront rien, d'autant plus que le Yémen est en train de mourir du manque d'eau.

Il faut aussi prendre en compte le fait que trop de puissances sont actuellement impliquées dans le conflit pour que celui-ci s'arrête. Dans les soutiens au Houthis, on trouve notamment l'Iran, la Syrie, le Hezbollah ou encore la Corée du Nord. En face d'eux, on a une coalition dirigée par l'Arabie saoudite, où l'on trouve aussi les Émirats Arabes Unis, les entreprises de sécurité et de service de défense (ESSD) américaines et Israël. Trop de pays ont investi dans ce conflit, et le Yémen est trop stratégique pour que le conflit s'arrête. La sécurité du détroit de Bâb-el-Mandeb est un aspect non négligeable pour les occidentaux, et les saoudiens veulent éviter à tout prix une frontière directe avec l'islam chiites au sud, ce qui provoquerait un encerclement (chiite au

nord avec l'Irak et la Syrie, à l'est avec l'Iran et au sud avec le Yémen). De plus, il est évident qu'une victoire Houthis pousserait à la révolte les populations chiites d'Arabie saoudite, mais aussi des pays vassaux ou alliés de l'Arabie saoudite, à savoir le Koweït et le Bahreïn, qui lui a connu un précédent en 2011.²⁰ De plus, quelle crédibilité aurait l'Arabie saoudite si elle devenait incapable de défendre sa frontière avec le Yémen face à des "rebelles en haillons", dont l'esprit est embrumé au Qat.

Enfin, comme dit plus tôt, il faut aussi prendre en compte le fait que les Houthis sont entrés dans une logique de fuite en avant. S'ils sont défaits, il n'y aura pas d'amnistie pour eux, et tous leurs commandants sont condamnés à mort par contumace par l'Arabie saoudite et le gouvernement du Yémen²¹. De plus, les mouvements islamistes et wahhabites, renforcés par l'Arabie saoudite, ont pris une part importante dans la lutte de la coalition anti-Houthis, il est donc à prévoir qu'en cas de reddition des Houthis de grands massacres auraient lieu contre les populations chiites du Yémen²². Enfin, il ne faut pas oublier un des éléments déclencheur de l'insurrection Houthis : l'assassinat, par le gouvernement yéménite en 2004, de Hussein al-Houthi, commandant du mouvement Houthi. Cette guerre est, pour les Houthis, une

²⁰https://www.washingtonpost.com/world/national-security/in-bahrain-a-smoldering-insurgency-reveals-the-resilience-of-irans-proxy-war/2018/05/17/f107d684-4c7f-11e8-84a0-458a1aa9ac0a_story.html

²¹ https://almashareq.com/fr/articles/cnmi_am/features/2020/08/26/feature-04

²²<https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/2021-03-16/al-qaida-avance-ses-pions-au-yemen-avec-l-escalade-dans-le-nord.php>

vengeance quasiment sacrée, contre les puissances qui ont assassiné leur leader spirituel.

En conclusion, le mouvement Houthi est un mouvement comme nul autre au Moyen Orient.

Le mouvement houthis est allié des Ayatollahs, qui considèrent pourtant le mouvement comme un secte, et opposé à l'Arabie saoudite, qui avait pourtant soutenu la monarchie zaydite dans le passé. Le mouvement Houthi est un mouvement yéménite et nationaliste, que l'on ne peut comprendre que comme cela, et n'ont pas comme un énième membre de l'axe de la résistance ou de l'axe du mal, en fonction de notre vision du monde. Il est clair désormais que ce mouvement ne cessera pas le combat, et que les différents processus de paix sont vains. Il en reste plus qu'à voir si les Houthis parviendront à imposer leur projet sur le Yémen, ou s'ils seront annihilés en essayant de le faire.

Le rôle des mercenaires et des ESSD dans le conflit yéménite

Par Flora Vayeur, étudiante en bachelor 3 de relations internationales

Le rôle des mercenaires et des ESSD dans le conflit yéménite

Par Flora Vayeur, étudiante en bachelor 3 de relations internationales

Le rôle des mercenaires et des ESSD dans le conflit yéménite

Par Flora Vayeur, étudiante en bachelor 3 de relations internationales

Le rôle des mercenaires et des ESSD dans le conflit yéménite

Par Flora Vayeur, étudiante en bachelor 3 de relations internationales

Le rôle des mercenaires et des ESSD dans le conflit yéménite

Par Flora Vayeur, étudiante en bachelor 3 de relations internationales

Le rôle des mercenaires et des ESSD dans le conflit yéménite

Par Flora Vayeur, étudiante en bachelor 3 de relations internationales

ainsi que les opérations attribuées à ces mercenaires, notamment au Yémen, ce qui conduit à de nombreux abus.

QUI SONT LES MERCENAIRES AU YEMEN ?

Depuis 2015, le Yémen voit l'apparition de l'emploi massif de mercenaires. Ces mercenaires vont principalement être engagés par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis pour le compte de la coalition²⁴.

Dans un premier temps, ces États ont recruté les mercenaires dans les tribus sunnites du Yémen, puis ils se sont ensuite tournés vers les mercenaires africains et sud-américains (colombiens par exemple) recrutés pour un salaire mensuel d'environ 450 euros et des primes allant jusqu'à 8 700 euros²⁵. Ces mercenaires sont notamment entraînés par l'État hébreu dans des bases d'entraînement dans le désert du Néguev, au sud de l'Israël²⁶.

Ces États vont notamment recruter leurs mercenaires parmi les pays africains les plus pauvres de la coalition militaire dirigée par l'Arabie Saoudite. En échange de l'envoi

²⁴ Géopolitique profonde, « Libérez le Yemen : enjeux géostratégiques, puissances étatiques et proxys », Agravox, 29 juin 2019, disponible sur : <https://www.agoravox.fr/actualites/international/article/liberez-le-yemen-enjeux-216238>

²⁵ KIRKPATRICK, D.D « On the Front Line of the Saudi War in Yemen : Child Soldiers From Darfur », The New York Times, 28 décembre 2018, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2018/12/28/world/africa/saudi-sudan-yemen-child-fighters.html>

²⁶ « Yemen : Mercenaries trained in Israel lead battles of Al-Hudaydah », Middle East Monitor, 20 septembre 2018, disponible sur : <https://www.middleeastmonitor.com/20180920-yemen-mercenaries-trained-in-israel-lead-battles-of-al-hudaydah/>

de soldats au sol, ils vont par exemple proposer un renforcement des relations économiques²⁷. Ainsi, depuis 2015 et l'opération « Tempête décisive », ce sont au total 11 pays africains qui ont envoyé des mercenaires au Yémen parmi lesquels le Sénégal, le Niger, le Mali, la Somalie, l'Érythrée, le Tchad, l'Ouganda...²⁸

Le Soudan a, par exemple, envoyé 750 soldats en octobre 2015 en appui des troupes saoudiennes, et en a envoyé encore bien plus durant les mois suivants souhaitant monter ce chiffre à 10 000²⁹. En décembre 2019, une annonce officielle est faite par le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok qui annonce que ce ne sont pas moins de 15 000 soldats soudanais, majoritairement des paramilitaires de la Force de soutien rapide (RSF) et des miliciens de la région du Darfour, qui ont été déployé au Yémen, et qui combattent pour la coalition. Et parmi ces mercenaires soudanais, entre 20 % et 40 % d'entre eux seraient des enfants âgés de 14 à 17 ans³⁰. Il est à noter que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont démenti cette information. Des milices soudanaises

²⁷ AYMERICH O, « An increase of economic ties and cooperation has been exchanged for ground soldiers », *Your Middle East*, 10 novembre 2015, disponible sur :

<https://yourmiddleeast.com/2015/11/10/an-increase-of-economic-ties-and-cooperation-has-been-exchanged-for-ground-soldiers/>

²⁸ « Yémen : des mercenaires de plusieurs pays africain enrôlés pour faire la guerre », *Rfi*, 26 avril 2018, disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180426-tchad-yemen-mercenaires-houthis-senegal-niger-mali-ouganda-arabie-saoudite>

²⁹ ST, « Sudan withdraw 10,000 troops from Yemen », *Sudan Tribune*, 31 octobre 2009, disponible sur : <https://www.sudantribune.com/spip.php?article68404>

³⁰ KIRKPATRICK, D.D « On the Front Line of the Saudi War in Yemen : Child Soldiers From Darfur », *The New York Times*, 28 décembre 2018, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2018/12/28/world/africa/saudi-sudan-yemen-child-fighters.html>

janjawis (anciens miliciens du Darfour provenant de différentes tribus) sont également engagées.

La Mauritanie et le Sénégal avaient également promis l'envoi de 500 et 2100 soldats respectivement. En échange de quoi ces pays se sont vu promettre des investissements de la part de l'Arabie Saoudite dans leurs économies³¹.

Un accord avec la conseillère du président ougandais a également convenu avec les Émirats Arabe Unis de dépêcher 8 000 hommes tandis qu'un accord entre les Saoudiens et les Tchadiens devait ramener 1 600 hommes issus des tribus arabes. Grâce à l'intermédiaire d'Entreprises de sécurité et de service de défense (ESSD) émiraties, des centaines de jeunes provenant de tribus originaires des zones frontalières entre le Tchad, le Niger et la Libye ont également été enrôlés. C'est le cas notamment des Touaregs nigériens islamistes poussés à l'exil, car leur engagement idéologique et religieux a été mis en échec, et qui répondent aux offres des Émirats Arabe Unis pour répondre à des difficultés matérielles³².

³¹AYMERICH O, « An increase of economic ties and cooperation has been exchanged for ground soldiers », Your Middle East, 10 novembre 2015, disponible sur :

<https://yourmiddleeast.com/2015/11/10/an-increase-of-economic-ties-and-cooperation-has-been-exchanged-for-ground-soldiers/>

³² BRUYÈRE-OSTELLS W, « Mercenaires et entreprises de sécurité : vers une privatisation de la guerre ? », Areion24news, 16 mars 2019, disponible sur : <https://www.areion24.news/2019/03/16/mercenaires-et-entreprises-de-securite-vers-une-privatisation-de-la-guerre/>

Les Émiratis et les Saoudiens ont également recours à des mercenaires provenant d'autres armées du monde, ou encore d'autres ESSD. On a ainsi ici un mercenariat de type "entrepreneurial".

Par exemple, nous pouvons considérer dans ce cas les mercenaires provenant des unités d'élite colombienne. Ils sont attirés par la promesse d'un salaire plus élevé faite par l'Arabie saoudite³³. Ou encore les mercenaires provenant des entreprises de sécurité et de défense américaines Blackwater³⁴ et Spear Operation³⁵ dont font partie des vétérans des Forces spéciales étasuniennes et des anciens de la Légion étrangère, ainsi que ceux de la Colombie Global Enterprises³⁶, embauchés par les Émiratis.

³³ . MAZETTI M, « Secret Desert Force Set Up by Blackwater's Founder », The New York Times, 15 mai 2011, disponible sur : https://www.nytimes.com/2011/05/15/world/middleeast/15prince.html?_r=0

³⁴ DR ABDERRAHMANE M, « Note d'actualité n°521 : Enlèvement du conflit yéménite : une guerre sale... », Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Août 2018, disponible sur : <https://cf2r.org/actualite/enlèvement-du-conflit-yemenite-une-guerre-sale/>

³⁵ ROSTON. A, « A Middle East Monarchy Hired American Ex-Soldiers To Kill Its Political Enemies. This Could Be The Future Of War », BuzzFeed, 16 octobre 2018, disponible sur : <https://www.buzzfeednews.com/article/aramroston/mercenaries-assassination-us-yemen-uae-spear-golan-dahlan>

³⁶ HAGER E, « Emirates secretly sends Colombian mercenaries to fight in yemen », The New York Times, 26 novembre 2015, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2015/11/26/world/middleeast/emirates-secretly-sends-colombian-mercenaries-to-fight-in-yemen.html>

QUELS SONT LEURS ROLES ?

Pour les États qui recrutent ces mercenaires, ces combattants vont avoir des rôles multiples.

Leur principal rôle avant même de détailler leurs missions, est un rôle purement politique et médiatique. En effet, ces mercenaires vont permettre aux États d'éviter de lourdes pertes en vies humaines dans leurs armées, et ainsi à ne pas s'attirer le mécontentement de l'opinion publique. C'est par exemple le cas de l'Arabie saoudite, où l'opinion publique considère déjà que la participation de l'armée saoudienne dans la guerre au Yémen est inutile. Envoyer de plus en plus de soldats africains est donc un levier idéal pour éviter les pertes humaines saoudiennes et le mécontentement de l'opinion publique.

Ces mercenaires vont donc effectuer les opérations jugées les plus dangereuses. C'est le cas notamment des mercenaires étrangers envoyés par l'Arabie Saoudite à Hodeida, le 14 juin 2018³⁷, ou encore ceux combattant dans la partie ouest de la province de Marib, et sur l'axe sud-est de Sirwah, ainsi que dans les montagnes d'al Adirm, al-Safa et la région d'Arak³⁸.

³⁷ KEBBI J, « Abou Dhabi passe à la vitesse supérieure à Hodeida, Orient Le Jour, 14 juin 2018, disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1120866/abou-dhabi-passe-a-la-vitesse-superieure-a-hodeida.html>

³⁸ AMHED O, « After 5 years Saudi Arabia is finally on the verge of the defeat in yemen », Middle East Monitor, 26 mars 2020, disponible sur : <https://www.middleeastmonitor.com/20200326-after-5-years-saudi-arabia-is-finally-on-the-verge-of-defeat-in-yemen/>

Les mercenaires employés par les Émiratis auraient également été engagé pour effectuer des assassinats ciblés sur de nombreuses personnalités politiques et religieuses liées au parti yéménite Al Islah (Rassemblement yéménite pour la réforme), et qui fait partie de la confrérie des Frères musulmans, ce qu'a révélé BuzzFeed en 2018³⁹.

Que ce soit du côté émirati ou saoudien, les mercenaires issus d'ESSD ou d'armées étrangères permettent de pallier un manque de compétences voire à former les soldats de ces États. Ils occupent notamment des rôles de commandement et de formateurs dans l'armée yéménite.

C'est le cas notamment d'un ancien officier supérieur de l'armée australienne qui est devenu commandant de la Garde présidentielle des Émirats Arabe Unis pour 500 000 \$ par an. Son rôle a principalement été de former les soldats qui sont notamment intervenus au Yémen depuis le 4 mai, et qui ont participé à la reprise de la ville portuaire d'Aden le 17 juillet.

QUELS PROBLEMES CELA POSE-T-IL ?

Le Yémen est devenu une zone de non-droit et les mercenaires qui y sont engagés sont souvent accusés de commettre de nombreux crimes de guerre. Les mercenaires

³⁹ ROSTON. A, « A Middle East Monarchy Hired American Ex-Soldiers To Kill Its Political Enemies. This Could Be The Future Of War », BuzzFeed, 16 octobre 2018, disponible sur : <https://www.buzzfeednews.com/article/aramroston/mercenaries-assassination-us-yemen-uae-spear-golan-dahlan>

intervenant sur le sol yéménite sont des partenaires de l'ingérence au Yémen par les entreprises privées et les États.

En commettant des assassinats contre les Frères musulmans, notamment dans la région d'Aden, les mercenaires américains et français⁴⁰ des entreprises Spear Operations et Blackwater se sont rendus coupables de crimes, ce que dénonce l'association Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés. Ils ont ainsi mandaté le cabinet d'avocats Ancile qui a déposé une plainte de constitution de partie civile au Tribunal de grande instance de Paris, le 21 mars 2019⁴¹.

Dans un rapport, les Nations Unies dénonce l'emploi d'enfants-soldats devenus des mercenaires pour le compte de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabe Unis⁴². En effet, environ 842 enfants ont été recrutés au Yémen en 2017, dont certains âgés de seulement 11 ans⁴³. De plus, ces enfants auraient été formés par les forces spéciales britanniques, ainsi

⁴⁰ ROSTON. A, « A Middle East Monarchy Hired American Ex-Soldiers To Kill Its Political Enemies. This Could Be The Future Of War », BuzzFeed, 16 octobre 2018, disponible sur :

<https://www.buzzfeednews.com/article/aramroston/mercenaries-assassination-us-yemen-uae-spear-golan-dahlan>

⁴¹ JANVIER.C, « Question N°25765 Recrutement de mercenaires français par les Émirats arabes unis au Yémen », Assemblée nationale, disponible sur : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-25765QE.htm>

⁴² Assemblée générale des Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Le sort des enfants en temps de conflit armé », Nations Unies, 20 avril 2016, disponible sur :

https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=s/2016/360&referer=/english/&Lang=F

⁴³ UNICEF Connect, « Yémen, les enfants sont placés de force en première ligne », UNICEF, 26 janvier 2016, disponible sur :

<https://blogs.unicef.org/fr/blog/yemen-les-enfants-sont-places-de-force-en-premiere-ligne/>

que par le service de renseignement extérieur du Royaume-Uni, le MI6 qui forme les combattants d'AQPA (Al Qaïda en Péninsule Arabique) notamment⁴⁴. Ces mercenaires et ces gouvernements se rendent ainsi coupables de crime de guerre selon le statut de Rome de la Cour Pénale internationale et du droit international coutumier, qui proscriit le recrutement et l'utilisation des enfants de moins de 15 ans par toutes les parties d'un conflit. De plus, selon la Convention relative au Droit de l'enfant ainsi que son Protocole facultatif, l'implication d'enfants de moins de 18 ans, notamment leur recrutement et leur utilisation dans les conflits armés, dans le rang de forces armées et/ou de groupes armés non étatiques, est proscrite ⁴⁵.

CONCLUSION

Les conflits de quatrième génération (complexe, sur le long terme, guerre asymétrique, base transnationale, technique d'insurrection/guérillas, etc) comme le Yémen, laissent la place aux trois grands types de mercenariat. On retrouve ainsi des mercenaires locaux, africains, sud-américains principalement, mais aussi des mercenaires européens et américains recrutés par les États de la coalition

⁴⁴ NORTON-TAYLOR R, « Uk special forces and MI6 involved in Yemen bombing, report reveal », 11 avril 2016, disponible sur : <https://www.theguardian.com/news/defence-and-security-blog/2016/apr/11/uk-special-forces-and-mi6-involved-in-yemen-bombing-report-reveals>

⁴⁵ Haut-commissariat Droit de l'Homme Nations Unies, « Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés », ONU, 25 mai 2000, disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/OPACCRC.aspx>

eux-mêmes ou *via* les prestataires que sont les entreprises de sécurité et de défense (ESSD). Ces mercenaires permettent de préserver les armées des États de la coalition de trop lourdes pertes, notamment les armées saoudiennes et émiratis, et ainsi se protéger d'une mauvaise opinion publique. Ces mercenaires permettent également de pallier un manque de compétences ou à apporter des compétences rares et demandées. Cependant, l'emploi de ces mercenaires pose plusieurs problèmes, notamment d'ingérence, et de non-respect des droits de l'Homme, des libertés, du Droit de l'enfant. Enfin, l'emploi de mercenaires au Yémen est un exemple parfait de la privatisation de la guerre, du rôle de plus en plus prépondérant d'acteurs privés là où auparavant on retrouvait des acteurs étatiques.

Les conséquences de la guerre au Yémen sur la Corne de l'Afrique

Par Eugénie Davi, étudiante en Master de relations internationales

Par Eugénie Davi, étudiante en Master de relations internationales

⁴⁷ Steve Tenré, « Comprendre la guerre du Yémen en cinq dates clés », LeFigaro.fr, 8 Juillet 2019. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/comprendre-la-guerre-du-yemen-en-cinq-dates-cles-20190708>.

également sur les pays situés aux marges de la Corne de l'Afrique à l'image du Soudan. Aussi, cet article s'attachera à mettre en lumière ces multiples impacts, qu'ils soient militaires, politiques, économiques ou encore migratoires.

LE ROLE CATALYTIQUE DE LA GUERRE AU YEMEN DANS L'INTEGRATION DE LA CORNE DE L'AFRIQUE A L'ESPACE SECURITAIRE DU GOLFE

L'opération militaire « Tempête décisive » décidée par la coalition arabe, Arabie Saoudite en tête, est bien loin de ne se contenir qu'au seul Yémen. De fait, ce conflit a eu un rôle catalytique dans l'intégration de la Corne de l'Afrique à l'espace sécuritaire du Golfe. En effet, **cette intervention militaire a débouché sur un partenariat de sécurité renforcé entre les monarchies du Golfe et leurs alliés de la Corne de l'Afrique**. Si le Qatar et les Émirats Arabes Unis avaient déjà approfondi leurs liens avec ces États avant le début du conflit, le déclenchement de la guerre en 2015 fut un véritable tournant. Le conflit a en effet favorisé une plus grande connexion entre les deux régions, renforçant la perception mutuelle d'une zone de sécurité interconnectée, avec en toile de fond les multiples opportunités commerciales et diplomatiques qui pourraient découler de ce partenariat⁴⁸. Cette nouvelle coopération s'est manifestée dans différents domaines, notamment sous la forme d'une **assistance**

⁴⁸ Omar Mahmood, "Yemen's Impact on the Horn of Africa", Italian Institute for International Political Studies, 22 mars 2019. Disponible sur <https://www.ispionline.it/en/publicazione/yemens-impact-horn-africa-22610>.

militaire directe de la part des pays de la Corne de l'Afrique, afin de contribuer à l'effort de guerre anti-Houthis des pays de la coalition arabe.

Tout d'abord, en 2016, l'Érythrée a par exemple autorisé les Émirats Arabes Unis (EAU) à installer une base militaire dans le port de la ville d'Assab, un emplacement particulièrement stratégique pour une projection de force dans le Golfe d'Aden, ainsi que pour le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb⁴⁹. Selon les images satellites, cette base pourrait accueillir des hélicoptères d'attaques, des jets rapides, des drones et des navires de guerre⁵⁰. De même en 2017, le Parlement de la République du Somaliland, ayant fait sécession avec la Somalie en 1991 et toujours non reconnue par la communauté internationale, s'est prononcé en faveur de l'octroi d'un bail de 25 ans aux EAU pour installer une base navale à Berbera⁵¹. À l'image de l'Érythrée, cette base, située au niveau du Golfe d'Aden et en amont du détroit de Bab-el Mandeb, s'avère particulièrement stratégique pour les forces de la coalition arabe. L'Arabie Saoudite envisagerait quant à elle d'ouvrir une base militaire à Djibouti, où sont déjà installées les EAU, à l'instar de nombreuses autres

⁴⁹ Gérard Prunier, « La Corne de l'Afrique dans l'orbite de la guerre au Yémen », Le Monde diplomatique, Septembre 2016, page 6 et 7. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/09/PRUNIER/56229>.

⁵⁰ John Aglionby, Simeon Kerr, "Djibouti finalizing deal for Saudi Arabian military base", Financial Times, 17 Janvier 2017. Disponible sur : <https://www.ft.com/content/c8f63492-dc14-11e6-9d7c-be108f1c1dce>.

⁵¹ Tomi Oladipo, "Somaliland agrees to UAE military base in Berbera", BBC News, 13 Février 2017. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-africa-38956093>.

puissances étrangères. Le royaume saoudien a en effet signé une convention de coopération stratégique avec le gouvernement de la République de Djibouti en 2017 pour y installer sa toute première base militaire à l'étranger⁵².

Cette militarisation de plusieurs pays de la Corne de l'Afrique dans le cadre de la guerre au Yémen s'est par ailleurs doublée par une **participation de ces États, certes modestes, à l'effort de guerre de la coalition arabe**. Le Soudan a par exemple consenti à l'envoi d'environ 700 soldats. Ce régiment soudanais composé essentiellement d'hommes de la milice Janjawid fut presque entièrement décimé⁵³. Notons qu'en échange de leur contribution à cet effort de guerre, les pays du Golfe ont débloqué de nouveaux soutiens financiers particulièrement bien accueillis dans des pays comme l'Érythrée et le Soudan qui ont fortement souffert des sanctions internationales à leur encontre.

De cette coopération militaire découle une véritable « **mercénarisation** » des États de la Corne de l'Afrique, principalement au profit de l'Arabie Saoudite et des

⁵² François Ledru Tinseau, « La place de Djibouti dans géopolitique militaire », 2 Avril 2019. Disponible sur : <https://medium.com/caium/la-place-de-djibouti-dans-la-géopolitique-militaire-28ba3dfaa4e0>.

⁵³ RFI, « Yémen : des mercenaires de plusieurs pays africains enrôlés pour faire la guerre », **RFI**, 26 Avril 2018. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180426-tchad-yemen-mercenaires-houthis-senegal-niger-mali-ouganda-arabie-saoudite>.

Émirats Arabes Unies dans le cadre de leur lutte contre la rébellion Houthis au Yémen⁵⁴.

ENJEUX DE POUVOIRS ET RIVALITES GEOPOLITIQUES

Au-delà des implications militaires de la guerre au Yémen, les États de la Corne de l'Afrique sont également impliqués dans les luttes géopolitiques qui en découlent. Par exemple, **dans le cadre de la rivalité entre l'Arabie Saoudite et le régime iranien qui se joue dans le conflit yéménite, Riyad a poussé les États de la Corne de l'Afrique à suivre son exemple en rompant leurs relations diplomatiques avec l'Iran.** La Somalie, Djibouti et le Soudan ont obtempéré. Une fois de plus, ce **remaniement des allégeances des pays de la Corne de l'Afrique en faveur des pays du Golfe** s'est effectué grâce à des incitations financières. Par exemple, la Somalie se serait vu offrir 50 millions de dollars d'aide budgétaire de la part de l'Arabie Saoudite en échange de la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Iran⁵⁵. Le cas du Soudan est par ailleurs particulièrement emblématique dans la mesure où, dans le

⁵⁴ Bineta Diagne, *Corne de l'Afrique : « La paix ici est un déguisement de la guerre de l'autre côté de la mer Rouge »*, RFI, 5 août 2018. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/emission/20180805-corne-afrique-paix-deguisement-guerre-cote-roland-marchal>.

⁵⁵ Reuters Staff, "Somalia received Saudi aid the day it cut ties with Iran: document", Reuters, 17 Janvier 2016. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-somalia-saudi-iran/somalia-received-saudi-aid-the-day-it-cut-ties-with-iran-document-idUSKCN0UV0BH>.

cadre de son isolement diplomatique, la République islamique d'Iran avait pu se rapprocher du régime d'Omar El-Beshir. Ce dernier a ainsi profité de la guerre au Yémen pour restructurer sa politique étrangère et effectuer un revirement d'alliance en faveur du Royaume Saoudien. Dès septembre 2014, le régime soudanais montrait des signes annonciateurs à l'image de la fermeture de plusieurs centres culturels iraniens de la capitale⁵⁶. Toujours dans le cadre de ces rivalités géopolitiques, l'Arabie Saoudite coopère activement avec Djibouti pour surveiller toute intervention militaire ou de contrebande d'armes en provenance de l'Iran vers le Yémen. En février 2016, des agents des services de renseignement saoudiens, qui suivaient le flux de munitions de l'Iran vers la rébellion Houthis au Yémen, ont découvert que la République islamique utilisait Djibouti comme point de transit⁵⁷.

Comme on peut le voir, la Corne de l'Afrique se retrouve impactée par les luttes géopolitiques induites par le conflit au Yémen, théâtre d'affrontement par proxys de l'Arabie Saoudite et de l'Iran.

⁵⁶ Brendon Novel, "Intégration de la Corne de l'Afrique à l'espace sécuritaire du Golfe : rôle catalytique de la guerre au Yémen », Les clés du Moyen-Orient, 21 Décembre 2018. Disponible sur : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Integration-de-la-Corne-de-l-Afrique-a-l-espace-securitaire-du-Golfe-role.html>.

⁵⁷ Shaul Shay, "The Strategic Relations Between Saudi Arabia and Djibouti", IsraelDefense, 9 Mai 2019. Disponible sur : <https://www.israeldefense.co.il/en/node/29542>.

MOUVEMENTS MIGRATOIRES A DOUBLE SENS ET « YEMENISATION » DES ÉTATS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

En outre, le conflit au Yémen a d'importantes implications migratoires, dont certaines ne sont a priori pas évidentes. En effet, **malgré le conflit actuel et ses lourdes conséquences humanitaires, on observe une émigration massive vers le Yémen de réfugiés en provenance de la Corne de l'Afrique.** Les dernières données recueillies par le Haut-Commissariat aux réfugiés relèvent que sur les 140 974 réfugiés et demandeurs d'asile au Yémen, 113 575 soit 80% d'entre eux sont originaires de la Somalie⁵⁸. Ce mouvement migratoire s'explique notamment par l'émigration massive vers le Yémen de nombreux Somaliens avant le début du conflit. Après la chute du Président Siad Barré en 1991, beaucoup avaient traversé la mer Rouge en quête d'une vie meilleure et s'installèrent aux alentours d'Aden ou au cœur de certains quartiers de la ville. Néanmoins, **ces milliers de réfugiés et migrants somaliens mais aussi éthiopiens se sont pour beaucoup retrouvés par la suite coincés dans le piège de la guerre au Yémen.** Initialement, l'objectif de ces migrants n'était en effet pas de s'installer au Yémen mais de rejoindre l'Arabie Saoudite ou d'autres pays du Golfe dans l'espoir d'y trouver un emploi et de pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. En outre, ces arrivées massives ont engendré une **montée en puissance des**

⁵⁸ UNHCR, « Operational Data Portal. Refugee Situations. Yemen », UNHCR, Disponible sur : https://data.unhcr.org/en/country/yem#_ga=2.32631741.2009065383.1617445870-876548306.1617359353.

réseaux de passeurs installés au Yémen qui prospèrent en raison de l'instabilité politique du pays⁵⁹. S'en suivent d'atroces catastrophes humaines. Le 7 mars 2021, une quarantaine de migrants sont par exemple décédés dans l'incendie du centre de détention d'immigrés de Sanaa⁶⁰. De même, en mars dernier, l'Organisation internationale pour les migrations a annoncé la mort d'au moins 20 migrants après que des passeurs aient jeté des dizaines de personnes à la mer entre Djibouti et le Yémen⁶¹.

Moins surprenant, **on observe parallèlement d'importants mouvements de réfugiés yéménites dans des pays de la Corne de l'Afrique et principalement à Djibouti**⁶². Véritable hub aéroportuaire, la cité-État fut rapidement transformée en relais régional par les Nations Unies, afin de délivrer l'aide humanitaire à destination du Yémen. Ainsi, la plupart des cargaisons du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) ou de diverses ONG sont envoyées vers Hodeïda depuis le port ou l'aéroport de Djibouti. De même, le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) a installé un camp de réfugiés dans la ville d'Obock. À l'apogée de la crise, à

⁵⁹ DW, "Ethiopian and Somali migrants face perils in Yemen", *Deutsche Welle*, 12 août 2019. Disponible sur : <https://www.dw.com/en/ethiopian-and-somali-migrants-face-perils-in-yemen/av-49897410>.

⁶⁰ Courrier international, « Les migrants éthiopiens et somaliens pris dans le piège de la guerre au Yémen », 22 mars 2021. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/refugies-les-migrants-ethiopiens-et-somaliens-pris-dans-le-piege-de-la-guerre-au-yemen?offre-ami-token=0>.

⁶¹ AFP, « Djibouti : 20 migrants jetés à la mer », *Le Figaro*, 5 mars 2021.

⁶² Alexandre Lauret, « La guerre du Yémen ébranle la Corne de l'Afrique », *Orient XXI*, 21 février 2019. Disponible sur : <https://orientxxi.info/magazine/la-guerre-du-yemen-ebanle-la-corne-de-l-afrique,2914>.

savoir lors de la prise d'Aden et de Mocha par les houthistes en 2015, le camp accueillait plus de 7 000 réfugiés. Il faut y ajouter ceux ayant quitté Djibouti pour un État tiers (double nationalité) et ceux ayant décidé de s'installer dans la capitale par des réseaux familiaux, de connaissances ou d'affaires. Néanmoins, ces derniers échappant au recensement du HCR et ne bénéficiant pas de l'aide d'urgence, il est difficile d'obtenir des données exactes. Selon les données du HCR, il y aurait ainsi près de 2 000 réfugiés à Obock et entre 2 000 et 2 500 réfugiés yéménites à Djibouti-ville, mais, concernant cette dernière, les chiffres peuvent facilement être doublés si on prend en compte les réfugiés qui ne se sont pas recensés.

L'arrivée de ces populations yéménites entraîne un renouveau économique dans la cité-État de Djibouti.

Depuis la promulgation de la nouvelle loi sur le droit au travail des réfugiés en janvier 2018, ces derniers s'insèrent plus facilement dans l'économie locale à travers l'émergence ou la reprise de commerces divers. C'est dans ce contexte que l'on observe une **véritable « yéménisation » des commerces** (restaurants, échoppes de tissus, de parfums...) au dépend du nombre de commerçants somalis et afars. L'usage de la langue arabe s'est également répandu. Cette main d'œuvre yéménite est d'ailleurs perçue comme plus compétitive que la main d'œuvre locale notamment en raison d'une forte proportion de jeunes hommes. Selon les données du HCR, en 2016, 36% des réfugiés yéménites installés à Djibouti étaient des hommes âgés de 18 à 25 ans.

Néanmoins, cet impact migratoire induit par le conflit yéménite sur la Corne de l'Afrique est en réalité un couteau à double tranchant. **D'un côté, cette arrivée en masse de yéménites principalement des hommes encore très jeunes impulse une nouvelle dynamique à l'économie locale. D'un autre côté, ces importants flux migratoires sont malgré tout susceptibles de déstabiliser des États déjà fragiles.** Les autorités djiboutiennes, en coopération avec le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) tentent ainsi de faire face à cet afflux massif de réfugiés, dans un pays où 23% de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté et où le taux de chômage peut atteindre 60%⁶³.

Quoi qu'il en soit, ces mouvements de populations en provenance de la Corne de l'Afrique attestent en quelque sorte du **destin lié du Yémen et de la Corne de l'Afrique, tous deux en proie à la guerre et aux conflits internes.**

⁶³ Aziz El Massassi, « La Corne de l'Afrique transformée en terre d'accueil par la guerre au Yémen », Le Monde Afrique, 5 Janvier 2016. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/12/la-corne-de-l-afrique-transformee-en-terre-d-accueil-par-la-guerre-au-yemen_4845938_3212.html.

d'attrait pour les États-Unis, notamment dans leur politique internationale au Moyen Orient. Cet article se concentre donc sur les raisons de l'intervention au Yémen, dans le combat international contre le terrorisme, mais aussi sur la possibilité de paix, alors que les États-Unis se désengagent aujourd'hui de conflits comme en Afghanistan.

LE YEMEN, « PLAQUE TOURNANTE DU TERRORISME INTERNATIONAL »

Le terrorisme international est, nous l'aurons compris, une préoccupation majeure des États-Unis. Au début des années 2000, les États-Unis sont intervenus en Afghanistan et en Irak afin de traquer et neutraliser les responsables des attentats du 11 septembre 2001. Pour le Yémen, les raisons sont un peu différentes, plus plurielles, même si des composantes terroristes s'y lient toujours.

La fin des années 90 et le début des années 2000 sont, pour les États-Unis, riches en attentats et attaques contre leurs intérêts. Le 26 février 1993, il y eut le premier attentat du World Trade Center, le 7 août 1998, des attentats à Nairobi au Kenya et à Dar es Salaam, capitale de la Tanzanie, contre les ambassades américaines ; en 2000 une attaque de l'USS Cole, destroyer américain en ravitaillement à Aden au Yémen et enfin, le 11 septembre 2001, les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone. Cette liste non exhaustive d'attentats à deux points communs : l'organisation terrorisme islamiste qui les a perpétrés, Al-Qaïda, *via* ses différentes branches, et Oussama Ben Laden, co-fondateur d'Al-Qaïda,

issu d'une famille aisée d'Arabie Saoudite et d'ascendance yéménite. L'intervention américaine a pour objectif de neutraliser l'organisation Al-Qaïda, et notamment sa branche locale, Ansar al-Charia, autrement nommée Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) qui est fortement active au Yémen et qui a donné son allégeance à Oussama Ben Laden⁶⁴.

Cependant, le Yémen n'est pas seulement, pour les États-Unis, la « plaque tournante du terrorisme »⁶⁵. Allié à l'Arabie Saoudite, qui a elle aussi des velléités dans la région, Washington se place aussi au Yémen en ennemi de Téhéran. L'« Arabie Heureuse » est en effet le terrain de règlement des tensions entre l'Iran et l'Arabie Saoudite et ses alliés. Territoire stratégique, le Yémen a toujours été au centre des ambitions régionales des monarchies pétrolières qui l'entourent. Après les attentats du 11 septembre, le Yémen a été visé par les États-Unis dans leur combat anti-terroriste. Un ancien haut responsable du contre-terrorisme du département d'État américain, nommé entre 2001 et 2004 ambassadeur des États-Unis au Yémen, Edmund Hull, a soutenu que ce pays n'était pas une cible à combattre pour les États-Unis, mais un partenaire dans cette région hautement stratégique⁶⁶. Cependant, les enquêtes dans le cadre du 11

⁶⁴ Thierry de Montbrial, Philippe Moreau Defarges, « Ramses 2012 – Les Etats submergés », Institut Français des Relations Internationales (IFRI), 2012, page 79

⁶⁵ Expression utilisée pour qualifier le Yémen, inventée par Jonathan Schanzer en 2002

⁶⁶ Ludmila du Bouchet, « La politique étrangère américaine au Yémen, nouvelles pratiques sécuritaires et recomposition de la scène politique », Revue internationale d'archéologie et de sciences sociales sur la péninsule Arabique, 2003.

septembre tendent à montrer un intérêt particulier pour le Yémen. Dès 2002, des opérations de recherches de terroristes sont lancées, et permettent l'enquête et la capture de plusieurs hommes, tel que Abd al-Rahim Nashiri, capturé aux Emirats arabes unis et transféré à la CIA, ou encore Abu Ali al-Harithi⁶⁷, chef d'al-Qaïda au Yémen, tué par une frappe de drones en novembre 2002⁶⁸.

L'INTERVENTION MILITAIRE AMERICAINE AU YEMEN (2015-2021)

Les États-Unis ne sont pas présents au Yémen seulement pour des opérations de contre-terrorisme.

Contexte : En 2004, la guerre du Saada éclate au nord-ouest du Yémen. La communauté chiite houthi, menée par Abdul-Malik al-Houthi, se rebelle en raison d'un sentiment de marginalisation après la réunification du pays dans les années 90. Cette rébellion est soutenue par l'Iran. La guerre du Saada mène à la Guerre civile yéménite qui oppose les houthi aux forces pro-gouvernementales dès 2014. En mars 2015, le conflit s'internationalise avec l'intervention de l'Arabie saoudite.

⁶⁷ Matthew Levitt, « Patterns of Terrorism 2002 : Terror, Conterror, and State Sponsorship », The Washington Institute for Near East Policy, Avril 2002

⁶⁸ Franck Gardner, « US uses drones to target al-Qaeda in the Horn of Africa », BBC, 21 septembre 2021, disponible en ligne : <https://www.bbc.com/news/world-africa-15012962>

Le 25 mars 2015, on pouvait voir sur le site de la Maison Blanche un message⁶⁹ annonçant la « fourniture d'un soutien logistique et de renseignement aux opérations militaires dirigées par le Conseil de coopération du Golfe » ainsi que l'établissement d'une « cellule de planification conjointe avec l'Arabie Saoudite pour coordonner le soutien militaire et de renseignement américain ». Il est à noter que les Houthis sont inscrits sous l'administration de Barack Obama dans la liste des groupes terroristes.

Dans cette intervention, plusieurs intérêts se mêlent. Le premier est de faire face à l'Iran, que ce soit par rapport au soutien que le pays donne aux Houthis, ou encore par rapport au problème international que pose l'accord sur le nucléaire iranien. Deuxièmement, il s'agit d'apporter de l'aide aux pays alliés dans la région, que sont l'Arabie saoudite et les pays du Conseil de coopération du Golfe, et d'aider à la protection de leur souveraineté. Troisièmement, l'intérêt des États-Unis se porte aussi sur le terrorisme, craignant que al-Qaïda ne s'y installe pour mener des opérations dans toute la péninsule arabique. Enfin, la paix dans ce pays à l'emplacement stratégique (le Golfe d'Aden contrôlant le transit par la mer Rouge depuis le canal de Suez) est aussi préférable pour Washington, qui souhaite donc un retour pacifique du gouvernement yéménite et la cessation des hostilités.

⁶⁹ Statement by NSC Spokesperson Bernadette Meehan on the Situation in Yemen, Maison Blanche, 25 mars 2015, disponible sur ce lien : <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/03/25/statement-nsc-spokesperson-bernadette-meehan-situation-yemen>

En 2015, les États-Unis et l'Arabie saoudite s'engagent dans une guerre de proxy avec l'Iran, nouvel ennemi héréditaire de l'Amérique. A vrai dire, les États-Unis pensaient de prime abord que l'Arabie saoudite avait amplifié le rôle de l'Iran afin de s'attirer la sympathie étatsunienne et obtenir du soutien⁷⁰. De plus, après la prise de Sanaa au début du conflit, l'intervention américaine s'est rendue plus évidente aux yeux des dirigeants étatsuniens : les houthis étant anti-américains, c'est de l'ordre de la défense de leurs intérêts que d'intervenir.

Sous l'administration de Donald Trump (2017-2021), le conflit continue. Donald Trump ayant des affinités avec le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman (MBS), le premier voyage du président étatsunien s'est déroulé à Riyad, avec comme principal ennemi dans le viseur : l'Iran⁷¹. Et dans ce combat, pour l'administration Trump, le soutien logistique ne doit pas faiblir. Dès le début de son mandat, l'administration Trump annonce des contrats de ventes d'armements à l'Arabie saoudite et aux Émirats Arabes Unis, et contourne ensuite en 2019 le Congrès qui s'y était opposé⁷². Le 2 octobre 2018 disparaissait dans l'enceinte de l'ambassade saoudienne à Istanbul un journaliste saoudien, ayant écrit pour le Washington Post des articles sur la guerre au Yémen : Jamal Khashoggi. Des sanctions sont

⁷⁰ Robert Malley, Stephen Pomper, « Accomplice to Carnage, How America Enables War in Yemen », *Foreign Affairs*, Mars-Avril 2021

⁷¹ Armin Arefi, « Le prince héritier MBS et le Golfe roulent pour Donald Trump », *Le Point*, 2020

⁷² RFI, « Donald Trump veut contourner le Congrès pour vendre des armes dans le Golfe », RFI, 2019

alors envisagées par le locataire de la Maison Blanche, mais sans remettre en cause l'alliance étatsunienne avec le Royaume wahabite, et sans limiter les contrats d'armement avec ledit royaume⁷³.

Le 10 janvier 2021, à la fin du mandat de Donald Trump, les rebelles houthis ont été inscrits sur la liste noire des groupes terroristes. Un grand coup contre le nouvel ennemi héréditaire des États-Unis certes, mais surtout un grand coup de frein concernant l'aide humanitaire apportée au Yémen, pays déchiré par la guerre et au bord de la famine. En effet, mettre Ansar Allah sur la liste noire, c'est augmenter le coût humain de la guerre, face à l'effondrement du système de santé yéménite, à la crise sanitaire due à la Covid-19, et à la difficulté qu'une telle inscription occasionne pour l'aide humanitaire, donc 80% de la population dépend⁷⁴.

VERS LA PAIX EN ARABIA FELIX ?

La question d'une paix américaine au Yémen se pose alors. Des négociations entre les parties sont engagées depuis un certain temps, mais la situation ne désescalade pas. Dès le début de son mandat, l'administration Biden a fait le choix de retirer Ansar Allah de la liste des groupes terroristes. Une

⁷³ Raphaël Bloch, « Affaire, Khashoggi : Trump menace directement l'Arabie saoudite », Les Echos, 13 octobre 2018, disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/affaire-khashoggi-trump-menace-directement-larabie-saoudite-141759>

⁷⁴ Le nouvel Economiste, « Le dernier coup dramatique de Donald Trump au Yémen », Le nouvel Economiste, janvier 2021, disponible sur : <https://www.lenouveleconomiste.fr/le-dernier-coup-dramatique-de-donald-trump-au-yemen-83204/>

décision qui a été saluée par l'Organisation des Nations Unies, et par plusieurs organismes humanitaires, puisqu'elle permet une reprise de l'aide humanitaire.

Joe Biden va plus loin dans la pacification du conflit yéménite, en mettant fin en février 2021 au soutien des États-Unis à la coalition menée par l'Arabie Saoudite ainsi qu'aux ventes d'armes⁷⁵. Cette décision s'inscrit dans un contexte plus large que seulement la guerre au Yémen. Il s'agit d'essayer de sauver ce qu'il reste de l'accord sur le nucléaire iranien, quitté par l'administration Trump. C'est alors dans une stratégie globale au Moyen Orient de la part des États-Unis que s'inscrit cette décision. Combattre le terrorisme reste à l'ordre du jour, avec des opérations ciblées contre al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA).

Finalement, c'est un conflit qui s'embourbe, même si l'Arabie saoudite a une puissance de feu supérieure. Les combats continuent à l'heure de ces lignes, sans les États-Unis. Des négociations de paix se tiennent de temps en temps entre les rebelles soutenus par l'Iran et la coalition menée par l'Arabie saoudite. Dans cette paix, les États-Unis joueront un rôle, puisque le pays s'est engagé dans des discussions avec Téhéran concernant l'accord sur le nucléaire. C'est alors à l'ONU que tout semble se jouer, entre sanctions et conflits.

⁷⁵ France 24, « Yémen : Joe Biden met fin au soutien américain à la coalition saoudienne », France 24, 04/02/2021, disponible sur : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210204-joe-biden-met-fin-au-soutien-am%C3%A9ricain-%C3%A0-la-coalition-saoudienne-auey%C3%A9men>

ARABIE HEUREUSE

Les exportations de matériel de guerre français au Yémen

Par Elliott de Ziegler, étudiant en Bacheor 3 de relations internationales

Par Elliott de Ziegler, étudiant en Bacheor 3 de relations internationales

ARABIE HEUREUSE

Les exportations de matériel de guerre français au Yémen

Par Elliott de Ziegler, étudiant en Bacheor 3 de relations internationales

ARABIE HEUREUSE

Les exportations de matériel de guerre français au Yémen

Par Elliott de Ziegler, étudiant en Bacheor 3 de relations internationales

ARABIE HEUREUSE

Les exportations de matériel de guerre français au Yémen

Par Elliott de Ziegler, étudiant en Bacheor 3 de relations internationales

La première est sémantique : qu'est-ce qu'une arme de guerre ? Cette question, simple de prime abord, cache néanmoins certaines subtilités. Le principal concept à saisir est celui d'armement dual. Ce type de matériel est, comme son nom l'indique, un armement pouvant remplir à la fois un rôle militaire ou un rôle civil sans transformation importante de la part de l'acheteur. Par exemple, les camions, vendus comme véhicule civil, sont facilement modifiables par un État désireux de les convertir en véhicules de transport de troupes rudimentaire. Une seconde illustration, permettant de saisir la notion complexe d'armement dual, est celle des circuits imprimés⁷⁶ et des cerveaux moteurs. Ces pièces, désormais présentes dans nos appareils électroniques et mécaniques du quotidien, peuvent actionner de manière presque indifférenciée smartphone ou smartbomb. Il est à noter que les équipements destinés au maintien de l'ordre comme les matraques, boucliers, lanceurs de balles de défense... Ne sont pas considérés, par le droit, comme du matériel de guerre au moment de leurs exportations. Dû à la multiplicité des acteurs étatique et paraétatique présents dans le conflit, notre étude se portera sur les deux plus importants protagonistes, l'armée d'AS et des UAE. De plus, la documentation en provenance d'ONG est particulièrement fournie sur ces deux pays. Mais encore, seuls les équipements uniquement à destination militaire seront pris en compte.

⁷⁶ *Exportation d'armes, quel contrôle ?* (2021, 12 juin). YouTube.
<https://www.youtube.com/watch?v=zwyNi2GSK7g&t=251s>

La deuxième notion est historique : depuis combien de temps et pourquoi la France vend-elle des armes à l'AS et au UAE ? La France, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, exporte un grand nombre de matériels de guerre à l'État Hébreu. Néanmoins, en raison de différends politiques entre les deux nations en 1967, Paris, dirigé par le président de Gaulle, stoppe ses ventes d'armes à destination de Tel-Aviv⁷⁷. Par conséquent, l'Hexagone à la recherche de nouveaux clients dans la région se tourne donc vers les deux puissances du Golfe en devenant ce qu'il est à l'époque l'AS et les EAU. Ces nations, fortes économiquement de leur pétrole et de leur volonté d'accéder aux meilleurs équipements de défense, deviennent donc le nouveau débouché naturel pour la France. Depuis ce réalignement politique, les deux nations de la péninsule arabique, sont des clients importants pour l'industrie française. En conséquence, la coupure du flux de matériel de guerre à leur destination ne peut pas être décidée à la légère par les gouvernants sans risquer des retombées négatives sur l'emploi en France.

La dernière notion à identifier, pour pleinement comprendre le poids des ventes d'armements à destination de l'AS et des EAU, est le poids de la BITD dans la politique nationale. Combien d'emplois sont-ils en jeu, si la BITD française est mise à mal, si on lui retire deux pôles majeurs d'exportation ? Selon l'Institut des Hautes Etudes de Défense

⁷⁷ *Marchands d'armes : trous de balles et poudre aux yeux - #DATAGUEULE* 34. (2015, 25 avril). YouTube.

<https://www.youtube.com/watch?v=zRyAEiPIy94>

Nationale (IHEDN)⁷⁸, 1 190 entreprises maillent la base industrielle et technologique de défense française, brassant entre 15 et 25 milliards d’euros de chiffre d’affaires par an. Cependant, elles sont de tailles variables et seulement 10 d’entre elles sont considérées comme de grands groupes industriels. Mais encore, d’un point de vue humain, 200 000 personnes travaillent directement dans les BITD françaises et entre 500 000 et 600 000 si nous comptons toutes les entreprises travaillant de manière occasionnelle pour l’industrie de défense française. Nous comprenons donc que le poids économique se transforme en poids politique pour les élus des territoires accueillant des industries spécialistes de la production d’armement. Ces quelques clarifications et précisions portant sur la notion d’armement étant établis, passons maintenant au cœur de notre sujet.

LES DIFFERENTS ARMEMENTS FRANÇAIS AYANT ÉTÉ IDENTIFIÉS DANS LE CONFLIT YÉMÉNITE.

Au sein de l’armée saoudienne, deux types d’armements français ont été repérés de manière certaine à la suite de leurs utilisations au Yémen.

Le premier est le canon à roues CAESAr. Selon l’ONG Disclose⁷⁹, cette pièce d’artillerie, fabriquée par la

⁷⁸ Demandre, B. (2020, 15 juin). *Impact économique de la défense*. Chaire d’économie de défense - IHEDN. <https://ecodef-ihedn.fr/impact-economique-de-la-defense/>

⁷⁹ Disclose. (2019, 15 avril). *Itinéraire d'une livraison secrète*. disclose.ngo. <https://made-in-france.disclose.ngo/fr/chapter/the-route-of-a-secret-shipment>

compagnie, possède majoritairement par État français, Nexter. Toute version confondue, le nombre de pièces livrées atteindra 259 en 2024. Néanmoins, en 2021 Nexter a déjà acheminé 94 canons à destination de l'armée royale saoudienne. Encore selon cette source, dans une note subtilisée au renseignement militaire français, datée de septembre 2018, 48 canons CAESAr seraient positionnés au sud de l'Arabie Saoudite, à proximité immédiate de la frontière nord-ouest du Yémen. Bien qu'aucun obus directement tiré par un canon d'origine française n'ait été découvert, plusieurs civils yéménites seraient morts dans des frappes d'artillerie, potentiellement tiré du côté saoudien de la frontière. Il est à noter que la présence et l'utilisation d'artillerie dans cette région ferait sens, d'un point de vue militaire, car le bassin originel de la contestation Houthi y est localisé. D'un point de vue logistique, si la France coupait ses approvisionnements, l'AS pourrait se fournir partiellement en pièces de rechange sur le marché civil. Ceci grâce à l'origine commerciale de la base camion du CAESAr. En ce qui relève des munitions des pièces d'artillerie, ces dernières utilisent une munition standard OTAN de 155 mm. Par conséquent, Riyad dispose d'une variété de fournisseurs potentiels, même si la France décide de rompre le contrat.

Le second type d'armement utilisé de manière documentée par l'AS, dans le cadre du conflit au Yémen, sont les frégates⁸⁰ du type Al-Madinah, Al-Makkah et les

⁸⁰ ARTE. (2019, 17 septembre). *French Arms #3 : Au Yémen, les civils affamés par le blocus* | ARTE. YouTube.
<https://www.youtube.com/watch?v=kGHvf1CWUEs>

corvettes Baynunah. Ces navires de guerre, en dotation dans la marine du royaume des Saoud, ont été produits par le constructeur maritime français Naval Groupe. Selon l'ONG Disclose et le média Arte, ces bâtiments de guerre sont employés par Ryad afin de faire respecter un blocus strict autour du port rebelle de Al Hodeidah. Cette action, bien que n'empêchant pas *stricto sensu* l'arrivée de navires de commerce dans les ports yéménites, ralentit sensiblement le flux de marchandises. Par voie de conséquences, des tensions voire des pénuries sur des biens de première nécessité sont générées. Les actions maritimes de l'AS se focalisent au large des ports contrôlés par la rébellion Houthi, ennemi du gouvernement saoudien, renforçant l'aspect militaire que revêt ce blocus. Enfin, la firme Airbus semble elle aussi impliquée dans le marché des frégates saoudiennes. En effet, les hélicoptères présents à bord de chaque bâtiment ont été construits par l'avionneur européen. Ces aéronefs sont primordiaux dans les opérations maritimes de Riyad. En ceci, qu'ils permettent des missions de reconnaissance étendues, visant à repérer les navires de commerce voulant entrer dans la zone d'exclusion maritime. D'un point de vue opérationnel, les navires du type Al-Madinah ont effectué leur entretien chez le constructeur Naval groupe, en France. Ces opérations de maintenance n'ont pas cessé au cours de leurs déploiement au large du Yémen. Par conséquent, les chantiers navals de Naval Group sont accusés par certaines ONG d'être un élément central dans la réalisation du blocus maritime saoudien. Toutefois, le contrat de vente et

d'entretien de ces navires a été conclu avant le déclenchement des hostilités dans le sud de la péninsule arabique, Paris n'a pu prévoir leurs utilisations.

Après avoir vu le matériel de guerre d'origine française employé au sein de l'armée d'AS. Voyons à présent les équipements militaires tricolores en dotation dans l'armée royale émirienne, identifiés dans la guerre civile yéménite.

Le principal équipement de combat *Made in France* qui a pu être détecté avec certitude est le char de bataille AXM-56 Leclerc⁸¹. Le gouvernement des Émirats dispose de près de 400 de ces machines. Certains de ces chars ont été aperçus prenant part à des combats dans la région d'Aden. Toutefois, à la différence des chars d'origine américaine, aucun n'a été détruit lors des combats. Ces blindés auraient permis aux forces alliées de l'Arabie Saoudite de repousser les forces rebelles à de multiples occasions. Néanmoins, les forces expéditionnaires émiriennes n'ont pas été en position de maintenir en condition opérationnelle leurs chars, les blindés devaient être révisés par une antenne locale du constructeur Nexter. Par voie de conséquence, Nexter a été accusé par l'ONG Disclose de participer activement à l'effort de guerre émirien et cela tout au long de la présence de ces derniers durant le conflit.

⁸¹ *Les chars Leclerc dans la banlieue d' Al-Hodeïda, en novembre 2018.* (2019, 12 avril). YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=KOkysDLITec>

QUE DIT LE DROIT INTERNATIONAL VIS-À-VIS DES VENTES D'EQUIPEMENTS MILITAIRES ?

La vente de matériel militaire d'un État à un autre est strictement encadrée dans le droit, il est même interdit sans dérogation expresse du gouvernement exportateur. De ce fait, lorsqu'une entreprise de l'Hexagone décide de vendre de l'équipement militaire à l'étranger, plusieurs démarches administratives sont nécessaires.

La première est l'octroi d'une licence d'exportation. Cette licence est délivrée à la discrétion de l'exécutif et chaque nouveau contrat signé doit faire l'objet de cette évaluation. Ceci via la Commission Interministérielle pour l'Étude des Exportations de Matériel de Guerre (CIEEMG). Le parlement n'a pas de compétence juridique sur cette commission⁸².

Paris doit ensuite s'assurer que les armements vendues à ses partenaires ne se retrouvent pas dans d'autres mains que celles destinées à l'origine. Pour ce faire, un certificat d'utilisateur final doit être établi⁸³. Ce certificat permet à la France d'interdire la réexportation des armes vendues. En effet, il est possible qu'un État achète des armes pour le

⁸² Assemblée nationale. (2018, 18 juillet). *Compte rendu - commission des affaires étrangères*. [www.assemblee-nationale.fr. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_afetr/l15cion_afetr1718081_compte-rendu](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/cion_afetr/l15cion_afetr1718081_compte-rendu)

⁸³ Service public. (2017). *cerfa N°10919*04*. [www.formulaires.service-public.fr. https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_10919.do](https://www.formulaires.service-public.fr/gf/cerfa_10919.do)

compte d'un autre ou pour équiper une milice, susceptible, quant à eux, de commettre des crimes.

Une fois la licence signée, le contrat doit encore être expertisé afin de convenir aux différents accords internationaux, ratifiés par Paris, régissant les ventes d'armes. Le principal est le Traité sur le Commerce des Armes (TCA)⁸⁴ en vigueur depuis 2014. Ce texte oblige la France et ses industriels à garder une trace de leur matériel de guerre d'exportation. Ceci afin d'assurer que ces armes ne soient pas utilisées afin de commettre des crimes de guerre.

De plus, l'Union européenne assure elle aussi, depuis une déclaration commune datant de 2008⁸⁵, un rôle dans la régulation des ventes d'armements en provenance de ses pays membres. Cette action a pour but d'empêcher la diffusion d'équipement militaire de l'Union pouvant être utilisé pour réprimer des populations ou alimenter des groupes terroristes. Malgré cela, selon le média Arte, Bruxelles ne dispose pas encore de moyen de sanction efficace vis-à-vis de ses pays membres. Malgré l'ensemble de ces dispositions légales, visant à garantir que les équipements de défense français ne soient pas détournés de leur usage, certains abus peuvent avoir lieu. Dans le cas de l'Arabie Saoudite et des Émirats

⁸⁴ ONU. (2013). *Traité sur le commerce des armes*. [thearmstradetreaty.org](https://thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/Traitesurlecommercedesarms/Traitesurlecommercedesarms.pdf?templateId=137262). <https://thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/Traitesurlecommercedesarms/Traitesurlecommercedesarms.pdf?templateId=137262>

⁸⁵ LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE. (2008b, décembre 8). *EUR-Lex - 32008E0944 - EN - EUR-Lex*. Eur-Lex.Europa.Eu. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32008E0944>

Arabes Unis, l'usage d'équipement de combat français au Yémen semble probant. Mais cette situation n'est possible que parce que de plusieurs contrats antérieurs au conflit ont été signés et sont donc honorés, en vertu des clauses préalablement établies.

UNE ENTREPRISE PRIVÉE D'ARMEMENT PEUT-ELLE ETRE INQUIETEE POUR L'UTILISATION DE SES ARMES ?

Avec le conflit en cours au Yémen, l'usage d'armement occidental, et plus particulièrement français, a attiré l'attention de plusieurs ONG. Toutefois, un point est à clarifier pour ne pas faire un amalgame.

Il faut séparer la vente d'armes de l'entretien de ces dernières. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la vente en elle-même passe par plusieurs commissions de vérification et la licence d'exportation doit être signée par les plus hautes autorités politiques de l'État. Ainsi, aucune arme française vendue aux forces saoudiennes et émiriennes ne s'est retrouvée à participer de manière certaine sur le sol yéménite depuis le début de la crise. Dans le cas particulier des canons CAESAr, aucun de ces derniers n'a été aperçu traversant la frontière du Yémen. Mais encore, le contrat unissant Nexter et Riyad engage contractuellement l'entreprise française à poursuivre ses ventes.

L'aspect juridique qui peut remettre directement en cause la responsabilité de certains industriels français dans la

guerre au Yémen, est l'entretien des armes jouant un rôle prouvé dans le conflit. De ce fait, il est presque certain que des blindés émiratis ont joué un rôle offensif sur le sol yéménite. Ils ont ensuite été entretenus par une filiale de Nexter aux émirats. De plus, des navires d'origine française présents dans la marine saoudienne ont, quant à eux, été accusés d'aggraver la tension alimentaire au Yémen. Ces navires ont eux aussi été maintenus en condition par Naval Groupe.

MAIS QUE RISQUENT CONCRÈTEMENT LES FIRMES TRICOLORES POUR LEURS AGISSEMENTS ?

De telles allégations, si elles sont attestées, conduiraient Nexter et Naval Groupe à être accusés d'avoir joué un rôle actif dans la poursuite de la guerre au Yémen par Abou d'Abi et Riyad.

Selon, Benoît Collombat⁸⁶, membre de la cellule investigation de France culture, si des crimes de guerre sont reconnus au Yémen par l'ONU, les deux entreprises françaises seraient menacées de graves retombées. En effet, elles pourraient être mises en cause pour complicité de crime de guerre et d'homicide involontaire. Toute condamnation de ce genre porterait atteinte à l'image de l'entreprise, mettant un frein dans l'exportation de leurs produits.

⁸⁶ *Yémen : la stratégie de la famine*. (2019, 15 avril). France Culture.
<https://www.franceculture.fr/geopolitique/yemen-la-strategie-de-la-famine>

Mais, bien que ces entreprises profitent d'une forte participation de l'État français dans leur capital, la France, en tant qu'entité juridique, semble hors de portée d'une plainte. Pour preuve, une étude juridique datant de mars 2018 démontre qu'elle n'a pas retranscrit dans son droit interne les normes de l'UE et de l'ONU dans le domaine de la vente d'armes. Cette situation n'oblige donc pas Paris à suspendre ses ventes.

De plus, le commerce des armes étant légalement prohibé, sans dérogation expresse de l'exécutif du pays exportateur, c'est le politique⁸⁷ qui met en jeu sa responsabilité et non les industriels. Ces derniers ne font donc que respecter la loi de leur État et respecter les clauses contractuelles qu'ils ont signé.

⁸⁷ Public sénat. (2021, 12 juin). *Exportation d'armes, quel contrôle ?* YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=zwyNi2GSK7g&t=227s>



Les conséquences humanitaires de la guerre yéménite

Par Emma Vanzo, étudiante en Bacheor 3 de relations internationales

Depuis le soulèvement populaire de 2011, le Yémen est plongé, selon l'ONU, dans la plus grave crise humanitaire au monde. La situation sécuritaire, couplée aux crises migratoires ou encore sanitaires font de cette zone, le théâtre le plus demandeur d'aide humanitaire. Depuis le début de la guerre, la population essuie les répercussions de ce conflit. Le quotidien se caractérise par une famine qui empire de jour en jour, la plus importante épidémie de choléra jamais enregistrée et des déplacements contraints.

Avec une économie en ruine et un très faible accès aux infrastructures de santé, l'arrivée du coronavirus vient compliquer le soutien humanitaire, entraînant des conséquences dévastatrices pour les enfants et les familles les plus vulnérables.

PAYS MENACE PAR LA FAMINE

Au cours de l'année 2020, la montée en puissance des conflits, le déclin économique, l'effondrement du système de santé ont bouleversé la crise yéménite en une catastrophe humanitaire, laissant les habitants dans une famine inévitable. Au premier plan, les enfants sont gravement affectés par les

privations de nourriture, et la malnutrition atteint des niveaux sans précédent dans certaines régions du Yémen.

Ceux de moins de cinq ans sont les plus touchés, avec des taux de malnutrition aiguë jamais enregistrés auparavant. Dans certaines régions du pays, notamment au Sud, plus d'un demi-million d'enfants sont touchés.

L'année 2020 a été marquée par une hausse de malnutrition aiguë sévère de 15,5%. Environ un million d'enfants de moins de cinq ans sont actuellement en grand danger de mort, sans traitement urgent. D'après l'Organisation des Nations Unies (ONU), plus de la moitié du pays souffre actuellement de la faim⁸⁸.

MANQUE D'ACCES A L'EAU

Aujourd'hui, environ 51% de la malnutrition mondiale est en corrélation directe avec les infrastructures d'accès à l'eau. Au Yémen, le fonctionnement de ces infrastructures de traitement et de distribution d'eau dépendent du carburant afin de fonctionner. En effet, les pompes à forage sont ravitaillées par des générateurs qui fonctionnent uniquement à base de carburant. L'eau est par la suite livrée par camions, ne pouvant rouler sans essence. Avec l'augmentation inexorable des prix de ce carburant, en partie en raison du blocus imposé au pays, de nombreuses communautés yéménites n'ont plus les ressources nécessaires pour s'offrir

⁸⁸ David Rich, "Guerre au Yémen : un drame humanitaire à huis clos", France 24, 27/01/2021, disponible sur : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210127-guerre-au-y%C3%A9men-un-drame-humanitaire-%C3%A0-huis-clos>

un accès à une eau propre, provoquant des retombées sanitaires dramatiques.

En effet, dans certaines régions du Yémen, comme par exemple, le sous-district d'Al-Hamily, les puits ne fonctionnent plus, ou du moins, sont très peu accessibles. Cette situation a des répercussions notamment pour les enfants. Nombreux d'entre eux doivent laisser tomber l'école, trop occupés à puiser de l'eau. Selon la coutume locale, les femmes ne sont pas autorisées à approcher un lieu où se trouvent des hommes. C'est pourquoi, certains enfants prennent cette tâche à leur charge.

CRISE EPIDEMIQUE ENTRE CHOLERAS ET COVID-19

Ces conditions de vie, notamment l'accès à l'eau difficile, sont des terrains propices à la diffusion du choléra⁸⁹. Depuis le début de la guerre, en moyenne 50 nouveaux cas de choléra sont enregistrés par heure.

Couplé à la malnutrition et aux maladies diarrhéiques, un cycle vicieux se met en place. La diarrhée prive l'enfant des nutriments nécessaires à sa croissance. D'autre part, les enfants malnutris sont plus enclins à tomber malade, notamment du choléra.

Le pays souffre par ailleurs d'un manque certain d'infrastructures, d'équipements ou encore de personnel pour faire face à la situation sanitaire. Aujourd'hui, le nombre de

⁸⁹ Ligneau M, "Épidémie de choléra au Yémen", Acted, mars 2018, disponible sur : <https://www.acted.org/fr/epidemie-de-cholera-au-yemen/>

centres de santé ont été divisés par deux et tous font face à des pénuries.

Face à une telle situation sanitaire, la pandémie de Covid-19 fait peser une nouvelle menace sur la population yéménite⁹⁰.

Or, le système de santé du pays ne peut répondre à une pandémie mondiale.

La fermeture des frontières, les restrictions de livraison et de déplacement compliquent le travail des humanitaires. Les vols à destination et en provenance du Yémen ont été annulés, ce qui a restreint les déplacements humanitaires.

LE MANQUE D’ACTIONS HUMANITAIRES

Les zones par lesquelles transitent 75% des importations, le nord-ouest et l’ouest côtier du pays, où se trouve le port d’Hodeïda, sont sous le contrôle des rebelles Houthis³.

Le blocus commercial, ~~ayant été imposé~~ en 2017 par la Coalition, a considérablement aggravé les conditions de vie du Yémen, étant déjà le pays le plus pauvre de la péninsule arabique et dépendant, avant la guerre, à 90% des importations.

Le coût des produits essentiels a fortement augmenté. Par exemple, le prix d’un kilo de riz s’est accru de 130% en moyenne entre 2015 et 2018.

⁹⁰ Cosperec M, “6 ans de guerre au Yémen, une catastrophe humanitaire sans fin”, Oxfam France, disponible sur : <https://www.oxfamfrance.org/humanitaire-et-urgences/5-ans-guerre-yemen-catastrophe-humanitaire-sans-fin/>

Bien que de nombreuses personnes dépendent uniquement de l'aide humanitaire pour vivre, le blocus a fortement impacté les importations humanitaires. Les entraves à l'acheminement de cette aide sont quotidiennes de la part des belligérants du conflit.

De nombreux freins administratifs s'additionnent à l'insécurité subie par le personnel humanitaire comme les refus de délivrance de visa, d'autorisation de circuler, d'atterrir ou d'accoster.

En 2020, l'ONU a confirmé que l'aide essentielle avait été supprimée dans les 300 centres de santé du pays, notamment en raison du manque de financement. De plus, plus d'un tiers des programmes humanitaires ont été réduits voire interrompus.

L'édition 2021 de la conférence des donateurs pour le Yémen, le 1er mars dernier, n'a pas été un franc succès. En effet, sur les 3,86 milliards nécessaires pour assurer une aide humanitaire efficace, seul 1,67 milliard a été annoncé. Plusieurs organisations ont exprimé leur frustration à l'issue de cette conférence.

FORTE CORRUPTION

L'un des facteurs limitant le financement humanitaire est la réputation du Yémen en matière de corruption⁴. Malheureusement, les organisations humanitaires et les actionnaires de fonds d'aide sont victimes de nombreuses

pressions pour entretenir une image positive envers des hauts fonctionnaires et le grand public.⁵ Transparency International rapporte que « *Les bailleurs de fonds et les agents de réalisation sont généralement peu enclins à dénoncer la corruption (...) Ils craignent souvent des réactions négatives de l'opinion publique nationale qui risqueraient de mettre en péril des soutiens futurs, un risque d'instabilité politique locale ou des représailles des autorités locales qui pourraient conduire à la suppression des programmes bénéfiques aux populations vulnérables. Révéler des actes de corruption risque aussi de conduire à une perte de crédibilité et d'entacher leur réputation lorsque des erreurs de gestion sont en cause* ».

CRISE MIGRATOIRE INEVITABLE

Le Yémen est aujourd'hui l'un des États qui compte le plus grand nombre de déplacés internes au monde avec près de 4 millions de personnes.⁶

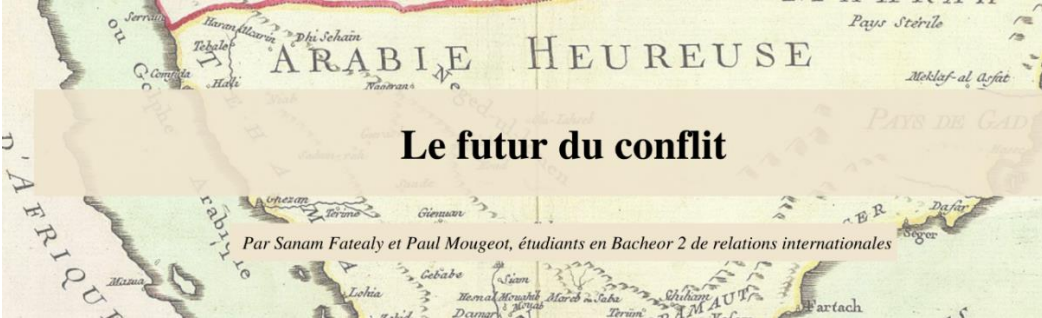
Cependant, il est quasiment impossible pour le peuple yéménite de fuir la misère, car leur principale frontière au Nord est sous le contrôle de l'Arabie saoudite, impliquée dans le conflit.

L'une des seules issues possibles pour se rendre à Oman est la traversée d'une partie désertique en partie sous contrôle d'Al-Qaïda. La seconde serait de prendre la mer en direction de la Somalie ou l'Érythrée en passant par le Golfe d'Aden, une route maritime reconnue très dangereuse.

De plus, 130 000 Somaliens et Érythréens ont, eux aussi, fui leur pays en se réfugiant au Yémen dans des situations d'extrême précarité.

Contrairement à d'autres théâtres comme la Syrie ou l'Afghanistan, la crise migratoire yéménite n'est pas considérée comme une menace pour l'Europe, notamment dû au manque de médiatisation et la difficulté à mobiliser des fonds.

Entre famine, manque d'accès à l'eau, épidémies, le Yémen reste un théâtre où l'aide humanitaire est une nécessité pour la survie de la population. Cependant, la corruption du pays vient entraver l'aide internationale, trop peu présente. Malheureusement, les tentatives de l'ONU pour mettre en place un cessez-le-feu n'aboutissent pas et les opposants continuent de restreindre les progrès diplomatiques.



Le futur du conflit

Par Sanam Fatealy et Paul Mougeot, étudiants en Bacheor 2 de relations internationales

RAPPELS CONCERNANT LE CONFLIT

Depuis son unification, le Yémen est un pays extrêmement pauvre : il a connu des conflits, des révoltes, des attaques terroristes, et connaît aujourd'hui des rivalités internes très importantes. En effet, le mouvement houthiste, d'obédience chiite zaydite, souhaite obtenir une certaine autonomie, dans un pays majoritairement sunnite.

L'ancrage d'une instabilité

En 1967 est créée la République démocratique populaire du Yémen, au sud du pays, avec une orientation pro-soviétique. Au nord, on retrouve la République arabe du Yémen. Le Yémen du sud perçoit des aides de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), ce qui lui permet de mettre en place de nombreuses réformes dans plusieurs domaines, jusqu'à la fin de la Guerre froide. En 1990, les deux Etats fusionnent pour former la République du Yémen. L'état central est composé de l'ancien président du nord, Ali Abdallah Saleh, au poste de président, et de l'ex-président du sud, Ali Salem Al-Beidh, au poste de vice-président. Néanmoins, ce nouveau gouvernement n'arrive pas à imposer

son autorité, et la fracture entre le nord et le sud devient de plus en plus importante, notamment avec la rébellion des houthistes au nord. La situation économique du Yémen se détériore avec la guerre du Golfe en 1991, puisque l'État est contre une intervention en Irak. L'occident cesse directement d'envoyer des aides au Yémen. En même temps, les travailleurs yéménites sont chassés d'Arabie Saoudite, pays accueillant de nombreux migrants pour le travail.

D'un conflit régional à un conflit international

Motivés par les "Printemps arabes", les Yéménites sont eux aussi enclin à se soulever contre un gouvernement corrompu. Ils souhaitent la mise en place de nombreuses réformes ayant pour but d'améliorer la qualité de leur vie et abaissant le taux de chômage très élevé de 17%, dont 54% chez les femmes et 12% chez les hommes⁹¹. Alors que des négociations sont organisées, le président en fonction, Ali Abdallah Saleh est contraint de démissionner, après avoir été au pouvoir pendant 33 ans. Il est remplacé par son vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi. Or, n'ayant pas de légitimité démocratique, celui-ci ne parvient pas à mettre en place des réformes satisfaisantes pour le peuple. Pour ne rien arranger, un processus de négociation au moyen d'une conférence nationale de dialogue, propose un découpage territorial du Yémen en six provinces, ce qui va exacerber les tensions. Le

⁹¹ Bilan trimestriel d'information économique de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), The World Bank, janvier 2014, numéro 2
[Bulletin info économique MENA.pdf \(worldbank.org\)](#)

mouvement houthiste, se présentant comme le “mouvement des déshérités”, commence alors une guerre civile, ayant pour but de chasser le président. Ils sont soutenus par le peuple et par les partisans de l’ancien président Saleh. Cette alliance leur permet de prendre le contrôle de la ville de Sanaa en septembre 2014. Le président Hadi se réfugie à Aden puis en Arabie Saoudite à Ryiad. En réaction à cela, le 25 mars 2015 est lancée l’opération “tempête décisive”, menée par une coalition de neuf pays arabes : Maroc, Emirats Arabes unis, Soudan, Egypte, Jordanie, Qatar, Bahrein, Koweït et Arabie Saoudite. Cette coalition reçoit l’appui et le soutien des Etats-Unis, en plus d’un soutien matériel (armes et renseignements).

La situation actuelle (mi 2021)

La situation au Yémen, en milieu d’année 2021, ne semble pas s’arranger. Du côté des combats, les capacités militaires des Houthis inquiètent car elles sont de plus en plus perfectionnées. Par exemple, le 29 août ont eu lieu plusieurs attaques de drones, notamment sur la base d’Al-Anad, qui a fait une trentaine de morts parmi les forces gouvernementales. Depuis le début du conflit, ils avaient le soutien des Iraniens, qui leur ont fourni une aide technologique et matérielle très importante. On peut penser que ces dernières années, les Houthis se sont appropriés ce

savoir, ce qui les rend plus dangereux aujourd’hui⁹². On peut observer leur montée en puissance par exemple avec les différentes attaques pour la prise de Marib, dans le nord du pays, qui est le dernier bastion gouvernemental. Fin juin, les attaques des houthis ont fait plus de 110 morts en trois jours⁹³. Du côté diplomatique, on observe que les relations entre l’Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis se détériorent, même si les deux princes héritiers tentent de maintenir une alliance, du moins en apparence⁹⁴. En même temps, on observe que le prince saoudien semble opérer un revirement de la diplomatie saoudienne sur plusieurs points. En effet, en parallèle de la prise de pouvoir de Joe Biden, Mohammed Ben Salman aspire à entretenir de bonnes relations avec l’Iran, ne niant pas les possibles pourparlers entre Ryiad et Téhéran qui auraient eu lieu à Bagdad en avril. *“Les problèmes que nous avons avec l’Iran sont au nombre de trois : son programme nucléaire, son soutien à des milices hors la loi dans certains pays de la région et son programme balistique”*, a rappelé le prince héritier. Mais il a ajouté : *“Nous ne voulons pas que l’Iran connaisse des difficultés. Au contraire, nous voulons une croissance de l’Iran [...] et*

⁹² “Au Yémen, les capacités militaires Houthis inquiètent”, Thomas GUICHARD, 30 août 2021, La Croix <https://www.la-croix.com/Monde/Au-Yemen-capacites-militaires-Houthis-inquietent-2021-08-30-1201172933>

⁹³ “Yémen : plus de 110 morts en trois jours dans des combats pour le contrôle de Marib”, 27 juin 2021, France 24 avec AFP <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210627-yemen-plus-de-110-morts-en-trois-jours-dans-des-combats-pour-le-contrôle-de-marib>

⁹⁴ “Diplomatie. Emiratis et Saoudiens mettent en scène la bonne entente entre MBZ et MBS”, 20 juillet 2021, Courrier international <https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-emiratis-et-saoudiens-mettent-en-scene-la-bonne-entente-entre-mbz-et-mbs>

conduire la région et le monde vers la prospérité.”⁹⁵. Tels sont ses propos au sujet de l’Iran, lors d’une interview diffusée fin avril 2021. Il affirme que les intérêts saoudiens sont à 90% en phase avec les intérêts américains de Biden.

LES HYPOTHESES D’INSTAURATION D’UNE PAIX

Alors que le conflit yéménite est entré dans sa septième année, la situation est toujours fortement problématique. Si on constate des périodes d'accalmie, le conflit n’est pas réglé, et plusieurs hypothèses sont à prévoir, notamment l’espoir d’une paix.

Un compromis régional

Si le conflit venait à se résoudre, on peut imaginer que cela se ferait à l’échelle régionale, entre les États de cette région. En effet, si le Yémen est l’épicentre de la rivalité saoudo-iranienne⁹⁶, on observe que la rivalité en 2021 n’est plus la même qu’en 2011. L’arrivée de Joe Biden au pouvoir et la présence importante de Riyad sur l’échiquier géopolitique sont des éléments qui laissent imaginer que l’Arabie Saoudite

⁹⁵ “Mohammed ben Salmane change de ton vis-à-vis de l’Iran”, 28 avril 2021, Courrier international [Mohammed ben Salmane change de ton vis-à-vis de l’Iran \(courrierinternational.com\)](https://www.courrierinternational.com/mohammed-ben-salmane-change-de-ton-vis-a-vis-de-l-iran)

⁹⁶ Laurent AMELOT, “Yémen : une guerre saoudienne contre l’Iran”, Outre Mer, 2015/3, n°44, pages 329 à 338 [Yémen : une guerre saoudienne contre l’Iran | Cairn.info](https://www.cairn.info/revue-outre-mer/2015/3/ameLOT_329-338.htm)

pourrait se rapprocher de l'Iran. Mohammed ben Salmane ne nie pas que les deux pays sont en pourparlers. On peut imaginer que Mohammed ben Salmane choisisse d'opérer un rapprochement avec Téhéran, afin de préserver ses propres intérêts, mais pour avoir également un œil sur les activités de l'État chiite. Si tel était le cas, comme on peut en réalité déjà le voir, on peut penser que des négociations auraient lieu, tout d'abord concernant le conflit yéménite, qui est la situation la plus urgente, mais les discussions porteraient également sur des points plus précis comme le nucléaire iranien. Sur ce point, l'Arabie Saoudite serait sans doute appuyée par le soutien américain. Si une paix venait à se mettre en place, nous pouvons imaginer que les États de la coalition menée par l'Arabie Saoudite se réuniraient pour négocier sur l'avenir du Yémen. Il serait indispensable de procéder à un redécoupage du Yémen, afin de donner un territoire aux Houthis afin de les satisfaire. En revanche, ces derniers n'auraient peut-être pas l'indépendance pleine et entière qu'ils souhaitent en ayant leur propre état. Il conviendrait également d'organiser une transition nationale vers un régime démocratique. Enfin, ce qui est fort probable, c'est que pour résoudre ce conflit, il faudra un accord et un compromis qui se fait entre les États arabes, ne nécessitant donc pas d'intervention directe de l'occident. En effet, comme nous avons pu le voir dès le début du mandat de Joe Biden aux Etats-Unis, celui-ci a affirmé que la guerre devait cesser et a annoncé la fin du soutien américain à la coalition sunnite⁹⁷.

⁹⁷ “Pourquoi les Etats-Unis se désengagent de la guerre au Yémen ?”, Léa Pernelle, 5 février 2021, La Croix [Pourquoi les États-Unis se désengagent de la guerre au Yémen ? \(la-croix.com\)](https://www.la-croix.com/International/Lebanon/Pourquoi-les-Etats-Unis-se-desengagent-de-la-guerre-au-Yemen-2021-02-05)

On peut donc imaginer que les acteurs occidentaux resteront en retrait des négociations concernant la guerre au Yémen, et n'interviendront pas directement.

Une paix en plusieurs étapes

Si une paix devait se mettre en place au Yémen, celle-ci se ferait par étape. Avant tout processus de négociation, il serait urgent de régler la situation humanitaire sur place, en imposant un cessez-le-feu. En effet, selon l'ONU, la crise au Yémen correspond à la pire crise humanitaire du monde. Depuis le début du conflit, celui-ci a fait des milliers de morts et plus des deux tiers des habitants sont aujourd'hui confrontés à des risques accrus d'épidémies et de famine. L'urgence au Yémen est donc avant tout humanitaire. Début 2021, des agences de l'ONU ont estimé que sans intervention humanitaire rapide, près de 400 000 enfants pourraient mourir de faim. En parallèle, le Yémen est également touché par la pandémie internationale de coronavirus, ce qui n'arrange en rien la situation. En mars 2021, une conférence de donateurs a été organisée à l'initiative de l'ONU, afin de récolter des fonds pour financer une aide humanitaire pour le Yémen⁹⁸. Près de 100 pays ont participé à cette conférence, dont l'objectif était de récolter 3,85 milliards de dollars. Or, seulement 1,7 milliards ont été récoltés, une somme qui reste insuffisante pour intervenir efficacement au Yémen. Début

⁹⁸ “Les Etats-Unis fourniront 165 millions de dollars d'aide supplémentaire au Yémen”, 9 août 2021, Sud ouest avec AFP [Les États-Unis fourniront 165 millions de dollars d'aide supplémentaire au Yémen \(sudouest.fr\)](https://www.sudouest.fr/2021/08/09/les-etats-unis-fourniront-165-millions-de-dollars-d-aide-supplementaire-au-yemen-1011111111.html)

août 2021, ce sont les États-Unis qui ont annoncé une aide supplémentaire de 165 millions de dollars, pour superviser une action humanitaire au Yémen. En plus de la crise humanitaire sans précédent, le Yémen est également touché par la crise sanitaire due à la pandémie de coronavirus, alors même que le pays est déjà fragilisé par le manque d'infrastructures et le besoin de médicaments. Selon le responsable de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, les problèmes sont tellement nombreux au Yémen, que le pays “ne peut même pas se permettre de s'inquiéter du coronavirus”⁹⁹.

L'obligation d'éradiquer les groupes terroristes

En parallèle de l'affrontement entre les Houthis et le gouvernement yéménite, le pays fait également face à la menace terroriste que représente Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), l'une des branches d'Al-Qaïda. En effet, le chaos qui règne dans le pays permet au groupe terroriste de se faufiler et d'installer ses propres camps d'entraînement. Il faut noter que le Yémen a une longue et ancienne histoire avec le terrorisme. En effet, Ben Laden était d'origine yéménite. AQPA est né de la fusion des branches saoudiennes et yéménites d'Al-Qaïda. Ce groupe s'est rapidement développé et a montré sa force militaire. Le groupe devient rapidement une menace et cible principalement des

⁹⁹ “Témoignage : le Yémen ne peut pas se permettre de s'inquiéter du coronavirus”, 28 février 2021, ONU Info [TEMOIGNAGE : le Yémen « ne peut même pas se permettre de s'inquiéter du coronavirus » | ONU Info \(un.org\)](https://www.un.org/fr/fr/news/story/2021-02-28-temoignage-le-yemen-ne-peut-meme-pas-se-permettre-de-sinquieter-du-coronavirus)

occidentaux, et notamment des américains. Par exemple, en décembre 1992, le groupe est responsable d'un attentat perpétré contre deux hôtels à Aden où séjournait des militaires américains. L'armée yéménite tente à plusieurs reprises des offensives pour endiguer cette menace terroriste. Le 12 mai 2011, elle lance une intervention qui se conclura par la mort de près de 100 personnes à Sanaa, occasionnées par le groupe terroriste. A côté du développement important d'AQPA, un autre acteur terroriste est entré en jeu ces dernières années : l'État islamique (EI). De même qu'AQPA, l'EI a profité du chaos qui régnait au Yémen pour s'implanter en 2014. Ce groupe terroriste né sur les sols syrien et irakien tente de rallier des tribus sunnites locales à sa cause, provoquant des tensions sectaires, tout comme il l'a fait en Syrie et en Irak. C'est dans la province de l'hadramaout que l'EI parvient à s'implanter durablement. Dès lors, les attentats contre les cibles chiites se multiplient. Par exemple, en mai 2016, l'EI revendique un attentat commis à Aden tuant plus de 40 personnes. Que ce soit AQPA ou l'EI, la stratégie de ces groupes terroristes est d'apparaître comme la seule alternative possible aux gouvernements corrompus et instables. Leur but est de mettre en place un état sunnite fondé sur la charia et rejetant toute forme d'occidentalisme. Il convient donc de prendre en compte cette donnée, déterminante pour l'instauration d'une paix au Yémen. En effet, si le conflit venait véritablement à prendre fin, il serait nécessaire voire même indispensable d'éradiquer toute menace terroriste, afin d'assurer une efficacité et une longévité du nouveau gouvernement yéménite.

L'IMPOSSIBILITE D'ABOUTIR A UNE PAIX

La politique saoudienne, dépendante des États-Unis et de l'accord sur le nucléaire iranien.

Depuis le déclenchement de l'opération Tempête Décisive en 2015, la coalition menée par l'Arabie Saoudite se retrouve embourbée dans un conflit aux perspectives incertaines. Malgré la sophistication de son armement, aucune victoire décisive permet à Riyad de s'imposer face aux Houthis. Les attaques répétées sur les infrastructures pétrolières de la monarchie sunnite exposent les faiblesses de ce colosse aux pieds d'argile. Soutenus de façon indirecte par l'Iran, les rebelles originaires du nord du Yémen ont attaqué en septembre 2019 les zones stratégiques d'Abqaiq et de Khurais¹⁰⁰, faisant craindre une hausse majeure du prix du pétrole. Par la même occasion, ces deux incidents ont mis en évidence les faiblesses du bouclier antimissile américain. L'arrivée au pouvoir de Joe Biden en janvier 2021 remet en cause les rapports privilégiés, développés entre Mohammed Ben Salmane et l'administration Trump. En s'opposant ouvertement à la politique étrangère du dirigeant saoudien, les États-Unis s'attirent les foudres des partis les plus va-t'en-guerre du pays. D'après le journaliste saoudien Abderrahman Al-Rached dans les colonnes d'*Asharq Al-Awsat*, « *Se draper*

¹⁰⁰ "Deux installations pétrolières attaquées par des drones", *lemonde.fr*, 14 septembre 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/14/arabie-saoudite-deux-installations-petrolieres-attaquees-par-des-drones_5510368_3210.html

dans le rôle du donneur de leçons et croire qu'on peut dicter aux autres leurs décisions, cela relève de l'affichage. C'est le propos d'une puissance impuissante »¹⁰¹.

Malgré les relations tendues entre les deux pays, l'Arabie Saoudite se retrouve tributaire des relations qu'entretiennent les États-Unis avec l'Iran. Conscients qu'une partie du Yémen est en train de tomber aux mains du géant Perse, les saoudiens voient d'un mauvais œil la levée des sanctions américaines si un accord sur le nucléaire iranien est trouvé. À l'image du Liban et de l'Irak, l'Iran a réussi à s'immiscer au sein de la société yéménite, malgré un budget réduit. La levée des sanctions permettrait à Téhéran de financer plus convenablement ses alliés dans le sud du Golfe, offrant à la République Islamique plusieurs fronts, afin d'attaquer l'Arabie Saoudite. Selon la spécialiste du Quincy Institute for Responsible Statecraft Annelle Sheline, « *mettre fin au soutien américain et mettre fin à la guerre sont deux choses très différentes (...) pour vraiment mettre fin à la guerre, nous avons besoin de diplomatie, et pour cela, nous devons être capables de parler aux Iraniens à nouveau* »¹⁰². En retirant les rebelles zaïdites de la liste des organisations terroristes, Joe Biden opère un dégel dans les relations avec

¹⁰¹ Philippe Mischkowsky, "Les annonces de Joe Biden sur le Yémen : "cause toujours"", [courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com/article/vu-darabie-saoudite-les-annonces-de-joe-biden-sur-le-yemen-cause-toujours), 9 février 2021, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-darabie-saoudite-les-annonces-de-joe-biden-sur-le-yemen-cause-toujours>

¹⁰² "Une résolution du conflit peu probable malgré l'engagement de Biden", [lexpress.fr](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/yemen-une-resolution-du-conflit-peu-probable-malgre-l-engagement-de-biden_2144257.html), 5 février 2021, https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/yemen-une-resolution-du-conflit-peu-probable-malgre-l-engagement-de-biden_2144257.html

Téhéran. Par conséquent, les pétromonarchies du Golfe se rapprochent d'Israël pour se protéger du géant chiite. Les violentes attaques perpétrées dans la région pétrolière de Marib en février 2021 sont le triste symbole qu'une trêve est impossible. Demandant la levée de l'embargo imposé par Riyad, les rebelles chiites se sentent en position de force. Selon Thomas Juneau, « *L'Arabie Saoudite est en train de perdre la guerre. Elle veut en sortir. Les Houthis dominent maintenant sur le terrain, alors ne vous attendez à aucune inflexion de leur part* »¹⁰³. Bien que l'effondrement du Yémen se révèle être un problème stratégique pour Riyad, la dévaluation de 250% du Rial et l'arrêt total de l'économie yéménite débarrassent l'Arabie Saoudite d'un potentiel rival régional.

Les autres acteurs régionaux engagés dans le conflit compliquent la réalisation d'un accord.

Le rôle ambigu des Emirats Arabes Unis dans la région fracture la coalition et n'aide en rien la pacification du pays. En cherchant à s'imposer dans le détroit de Bâb-el-Mandeb, Abu Dhabi soutient à la fois des groupes indépendantistes du sud, tout en y installant des troupes armées. Ce double jeu renforce la division du Yémen, comme ce fut le cas avant l'unification du pays en 1990. Pour finir,

¹⁰³ Yves Bourdillon, "Six ans après, le Yémen s'enfoncé toujours plus dans la guerre", *lesechos.fr*, 29 mars 2021, <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/six-ans-apres-le-yemen-senfonce-toujours-plus-dans-la-guerre-1302460>

Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA) reste un acteur majeur dans le pays. Bien qu'en perte de vitesse, sa participation dans le conflit complique les négociations vers une paix durable.

La crise de la COVID-19, cumulée à l'absence de paix, ne font que renforcer la crise humanitaire.

L'instabilité du pays et la crise de la COVID-19 amplifient la crise humanitaire. Selon Auke Lootsma, directeur du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Yémen, le pays « *a perdu plus de deux décennies de développement et est certainement l'un des pays les plus pauvres, voire le plus pauvre du monde actuellement, étant donné les indicateurs de développement négatifs que nous observons* ». Sur les 233 000 morts provoqués par le conflit, plus de la moitié serait de causes indirectes. Avec 80% de la population vivant sous le seuil de pauvreté et un embargo asphyxiant son économie, le pays doit importer 90% de ses produits alimentaires de base. D'après Pierre Micheletti, « *Nous sommes dans une situation dramatique et nous nous rapprochons chaque jour un peu plus d'une situation de famine* »¹⁰⁴. En parallèle, le système hospitalier se retrouve dépassé par la crise de la COVID-19,

¹⁰⁴ Internet : “ Au Yémen une génération se meurt de faim”, 24 mars 2021, [actioncontrelafaim.org, https://www.actioncontrelafaim.org/presse/au-yemen-une-generation-se-meurt-de-faim/](https://www.actioncontrelafaim.org/presse/au-yemen-une-generation-se-meurt-de-faim/)

alors que des épidémies de choléra et de dengue faisaient déjà rage. De plus, l'épidémie a réduit les aides des bailleurs internationaux. Selon *Action Contre la Faim*, les bailleurs internationaux n'auraient versé en mars 2021 que 10% des 3,85 milliards de dollars prévus.

Revue Grand Jeu
Numéro 4 - Le Yémen, l'Arabie Heureuse ?
Octobre 2021

ILERI DEFENSE
7-11, Avenue des Chasseurs,
75017, Paris



ILERI Défense



ileridefense